

4^e CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

Tebboune plaide pour un marché technologique unifié

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné que le Congrès africain des start-up, dont les travaux ont été ouverts hier à Alger, traduit l'engagement de l'Algérie à renforcer la coopération continentale sur des bases durables et efficaces. P 3



INDUSTRIE AUTOMOBILE

Les investisseurs doivent intégrer la sous-traitance

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affirmé jeudi dernier que les opérateurs souhaitant investir dans l'industrie automobile en Algérie sont tenus de prévoir des sous-traitants avant le lancement de leurs projets, soulignant que l'Algérie «avance à pas sûrs vers le développement d'une véritable industrie» dans le secteur.

P 2

CLUB ENERGY RELANCE LE DÉBAT

«Où vont les prix du pétrole ?»

L'Association nationale « Club Energy » a organisé, hier à Alger, une conférence importante consacrée au thème : « Où vont les prix du pétrole ? Qui en contrôle la dynamique ? ». Un sujet d'actualité qui suscite des débats parmi les producteurs, analystes économiques et décideurs politiques, en raison des fluctuations fréquentes des prix du pétrole.

P 5

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Financement approuvé pour 61 projets entrepreneux d'étudiants universitaires

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, samedi dans un communiqué, l'approbation du financement de 61 projets entrepreneuriaux d'étudiants universitaires, issus des différents établissements d'enseignement supérieur du pays. Cette opération a été validée par la Commission de sélection, de validation et financement des projets (CSVF), et ce dans le but de soutenir et d'accompagner les jeunes universitaires dans le domaine de l'entrepreneuriat.

P 3

FORUM ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE DU SUD

**Les opportunités
d'investissement en Algérie
présentées par l'AAPI** P 4

PROMOTION DU PATRIMOINE ARTISANAL

**La ministre souligne
l'importance de la
numérisation** P 3

AÏN TEMOUCHENT

**Réception de plus de 180
projets de développement
pour l'exercice 2025** P 6

GROUPE PHARMACEUTIQUE "IMGSA"
À OUM EL BOUAGHI

Une première cargaison
de produits exportée
vers la Chine et Oman

Une première cargaison de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques a été exportée depuis la wilaya d'Oum El Bouaghi vers le Sultanat d'Oman et la Chine, dans le cadre du renforcement de la présence des produits algériens sur les marchés internationaux.

Cette opération participe de la vision commune tendant à renforcer la sécurité pharmaceutique régionale et à impulser une nouvelle dynamique économique arabe. Ainsi, le groupe "IMGSA", spécialisé dans les produits pharmaceutiques à Oum El Bouaghi, a exporté vers le Sultanat d'Oman une cargaison de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques. Deux accords ont été conclus en vue de soutenir la coopération économique entre les deux pays.

A ce propos, l'ambassadeur du Sultanat d'Oman en Algérie, Saïf Rashid Al-Badai a déclaré: "Il s'agit d'une excellente initiative. Je suis heureux de voir cette coopération aboutir après une longue période de travail et d'efforts fournis par toutes les parties. Nous constatons une grande coopération et de nombreuses opportunités d'investissement en Algérie". Par ailleurs, le groupe procédera à l'exportation de la première cargaison de caoutchouc naturel à destination de la Chine, une démarche qui reflète la solidité de l'industrie pharmaceutique algérienne, ainsi que sa capacité à être compétitive et à répondre aux besoins des marchés extérieurs.

"Nous assistons à l'exportation de la première cargaison de l'Algérie vers la Chine et nous nous attendons à ce que cette coopération s'élargisse à l'avenir entre les deux pays", a déclaré le représentant de la partie chinoise. Le PDG du groupe IMGSA a, quant à lui, précisé que "deux conteneurs ont été envoyés vers le Sultanat d'Oman. Un conteneur a été expédié vers la Chine, suivi d'un autre après 10 jours, en sus d'un autre conteneur à destination du Yémen".

Il a ajouté que "l'opérateur chinois a également sollicité l'exportation mensuelle de carbonate de calcium liquide, pour une quantité annuelle globale estimée à 500 tonnes".

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Les investisseurs doivent intégrer
la sous-traitance

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affirmé jeudi dernier que les opérateurs souhaitant investir dans l'industrie automobile en Algérie sont tenus de prévoir des sous-traitants avant le lancement de leurs projets, soulignant que l'Algérie «avance à pas sûrs vers le développement d'une véritable industrie» dans le secteur.

Synthèse S R.

Il a expliqué que «la réussite de l'industrie automobile en Algérie est fondamentalement liée à l'existence d'un réseau complet et diversifié de sous-traitants qui assure l'approvisionnement continu de cette industrie», ajoutant que «les investisseurs intéressés par la construction automobile locale sont tenus de faire appel aux sous-traitants avant le lancement de leurs projets, et c'est sur cette base, a-t-il dit que se tiennent actuellement les discussions avec les différents opérateurs étrangers qui ont manifesté leur volonté de s'implanter en Algérie». Cette mesure, ajoute le ministre lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, vise à bâtir «une véritable industrie fondée sur la création de valeur ajoutée réelle et à éviter les erreurs du passé, où l'activité se limitait à un assemblage à petite échelle, entraînant le gaspillage d'efforts et d'argent et la hausse du coût des véhicules».

Dans ce contexte, M. Bachir a évoqué les efforts déployés par son département ministériel pour réhabiliter et exploiter les usines automobiles confisquées au profit de l'Etat, conformément

aux décisions de justice définitives, précisant que «nous travaillons en coordination avec les différents secteurs concernés pour prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer leur intégration et reprendre la production dans les plus brefs délais».

Dans le domaine des industries électroniques et électroménagères, le ministre a mis en avant la série de mesures incitatives prises par l'Etat pour développer cette filière qui se distingue en termes de «qualité et de diversité», grâce «au progrès important» qu'elle connaît, soulignant que le niveau des produits algériens a permis de les commercialiser sur les marchés étrangers. S'agissant de la possibilité de lancer l'industrie des puces électroniques localement, le ministre a affirmé que l'Algérie aspire à asseoir «un système national intégré pour la production de ce type de puces, à commencer par la recherche, le développement et la conception jusqu'aux lignes de production, en se basant sur l'expérience et les compétences nationales disponibles parmi les diplômés universitaires et travailleurs dans les centres techniques».

Il a souligné, dans ce sens, que le ministère de l'Industrie œuvre à dévelop-

per le secteur des technologies de pointe, citant «l'élaboration d'une feuille de route pour conclure des partenariats avec des entreprises et compagnies internationales de compétence dans ce domaine, en vue d'acquérir une expérience technique et technologique avancée et de former des compétences nationales».

Il a également évoqué la coordination en cours avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique qui a mobilisé à son tour le Centre de développement des technologies avancées pour le lancement du projet de production et de fabrication de puces électroniques pour les cartes intelligentes, le Centre en question disposant d'une technique qu'il peut utiliser dans la fabrication de puces électroniques comme celles destinées à la distribution du carburant, du transport et applications similaires.

Le ministre a évoqué les efforts déployés pour préparer l'avenir de cette industrie de précision en Algérie, à travers l'investissement dans le capital humain, citant notamment l'ouverture d'un Doctorat qui ouvrira des perspectives pour le développement de cette industrie à haute valeur ajoutée.

AVEC LE SLOGAN « BORN FOR 5G »

Ooredoo Algérie lance officiellement la technologie 5G

Dans une démarche marquant une avancée historique pour le secteur des télécommunications en Algérie, Ooredoo Algérie a annoncé ce jeudi 4 décembre 2025 le lancement officiel de la technologie 5G, lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'entreprise à Alger, en présence des cadres de la société et de représentants des médias nationaux. Cet événement constitue le point de départ concret d'une nouvelle ère de services numériques en Algérie. Ooredoo y a dévoilé, à travers une démonstration technique, le lancement effectif de sa technologie 5G pour la première fois, faisant suite à la notification par l'Autorité de Régulation de la Poste et des Communications Electroniques (ARPCE) du nouveau cahier des charges relatif à l'exploitation du réseau 5G en date du 26 novembre 2025, et après avoir mené avec succès l'ensemble des phases de tests techniques, incluant les es-

sais de performance, de stabilité et de débit. Ces résultats confirment la pleine disponibilité du réseau pour offrir une expérience de connectivité ultra-rapide, fiable et conforme aux standards internationaux les plus exigeants. Ooredoo a également présenté, au cours de cet événement, son plan de lancement commercial et marketing, notamment à travers la diffusion de son spot télévisuel dédié à la 5G, conçu sous le slogan « Born for 5G », qui traduit l'histoire (20 ans d'expertise), le présent (son réseau performant) et le futur (la 5G) en une seule idée simple, ainsi que les détails de son calendrier de déploiement, qui se fera progressivement, en commençant par les huit wilayas concernées la première année, avec un accent particulier, pour la première phase, sur Alger, Oran, Constantine et Sétif. Cette démarche s'inscrit dans le cadre

d'une vision stratégique rigoureusement étudiée, appuyée par un cahier des charges validé, garantissant une couverture performante et une qualité de service avancée, en adéquation avec les attentes des clients et leurs besoins croissants en solutions numériques modernes. L'accès à la 5G chez Ooredoo s'effectue de manière simple, immédiate et entièrement transparente pour les utilisateurs. Toutes les offres actuellement commercialisées sont d'ores et déjà compatibles avec cette technologie, sans aucun surcoût, la 5G sera proposée au même tarif que la 4G. Toute nouvelle activation bénéficie automatiquement d'un contrat pour la 5G. Dès que la 5G est déployée dans une wilaya, les clients reçoivent une notification les invitant à en profiter pour souscrire. Il est également important de souligner que l'ensemble des cartes USIM 4G Ooredoo sont compatibles avec la 5G.

Dans son allocution, le Directeur Général de Ooredoo Algérie, M. Roni Tohme, a déclaré : « Nous sommes honorés d'annoncer aujourd'hui le lancement officiel de la technologie 5G en Algérie. Nous entrons dans une nouvelle phase de compétitivité et d'innovation, et nous nous engageons à offrir au citoyen algérien une expérience numérique exceptionnelle, conforme à notre vision d'un avenir plus moderne et plus connecté. Cette étape n'est pas seulement un accomplissement technologique, mais également un engagement envers l'Algérie, sa jeunesse, ses industries et son économie. Grâce à nos efforts continus et à la réussite de l'ensemble des tests techniques, nous sommes désormais en mesure de proposer directement à nos clients un service 5G aux standards de qualité les plus élevés, reflétant la position de Ooredoo en tant qu'acteur pionnier dans l'adoption des technologies de pointe. »

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

4^e CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

Tebboune plaide pour un marché technologique unifié

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné que le Congrès africain des start-up, dont les travaux ont été ouverts hier à Alger, traduit l’engagement de l’Algérie à renforcer la coopération continentale sur des bases durables et efficaces.

Par Selma R.

Dans un discours lu en son nom par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, à l’ouverture de l’African Startup Conference 2025, le Chef de l’État a noté que cet événement est devenu un véritable incubateur pour ces entreprises à l’échelle africaine. Il a en effet souligné l’importance de ce rendez-vous continental, qui constitue « le plus grand espace réunissant les jeunes innovateurs » et représente « une opportunité renouvelée pour l’échange d’expériences et le développement de l’entrepreneuriat en Afrique », précisant que le slogan du congrès, « Pour l’émergence de champions africains », est « un message clair exprimant les capacités de notre jeunesse à transformer les défis en opportunités et les ambitions en réalité économique fondée sur le savoir et l’innovation ».

Le président a ajouté que le congrès incarne « l’esprit de l’Afrique ambitieuse » et vise également « à renforcer la souveraineté technologique du continent », considérant que « la participation record à cette édition reflète l’importance du congrès aux niveaux continental et international, avec plus de 2 500 participants, plus de 40 délégations ministérielles, ainsi que 200 exposants et 150 investisseurs et innovateurs ». L’Algérie, en accueillant cet événement, traduit son enga-

gement à renforcer la coopération continentale sur des bases durables et efficaces et à promouvoir les initiatives entrepreneuriales des jeunes Africains. Cette édition, ajoute le président Tebboune, met également le Rwanda à l’honneur, en tant que modèle continental de transformation numérique et d’innovation, reconnu pour sa vision stratégique et sa volonté politique. L’African Startup Conference 2025 se tient seulement trois mois après la Foire africaine du commerce (IATF 2025), confirmant la volonté de l’Algérie de devenir une destination de premier plan pour l’innovation et l’intégration économique en Afrique. Dans son allocution, le président Tebboune a également souligné les efforts de l’Algérie pour créer un écosystème favorable aux start-up, grâce à un cadre légal et réglementaire flexible et numérique ; un système fiscal incitatif réduisant les charges et favorisant la croissance ; un environnement ouvert à l’innovation, connectant start-up, universités et centres de recherche ; ainsi que des investissements importants dans les infrastructures technologiques et de recherche. À ce jour, plus de 13 000 start-up ont été soutenues, et l’objectif est d’atteindre 20 000 start-up d’ici 2029. Le président Tebboune a également rappelé que la création d’un Fonds continental pour le financement des start-up africaines est une initiative stratégique pour l’autonomisation des jeunes en-

trepreneurs sur le continent et pour renforcer la coopération entre les États africains dans le domaine de l’innovation et de la compétitivité. Il a insisté sur l’importance de bâtir un marché africain unifié de la technologie, capable d’attirer davantage d’investissements et de mettre en valeur des entrepreneurs africains compétitifs à l’échelle régionale et mondiale. Il a rappelé que les éditions précédentes ont permis l’adoption par l’Union africaine de la Déclaration d’Algérie et le développement de programmes conjoints de soutien aux talents entrepreneuriaux et à la réduction de la fuite des compétences. La précédente édition a également servi de base pour la stratégie africaine en intelligence artificielle, ouvrant la voie à la transformation numérique du continent. Outre le sommet ministériel, la conférence comprend 18 événements parallèles destinés aux jeunes entrepreneurs, des ateliers spécialisés et des sessions sur des thèmes tels que l’innovation, la recherche scientifique, la fintech, l’intelligence artificielle et la création de contenu. Un salon mettra en lumière la créativité technologique des jeunes Africains. Les discussions aborderont également l’évolution des nouvelles technologies, les infrastructures de télécommunications, l’impact environnemental du numérique et les solutions pour renforcer l’adaptation aux changements climatiques.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Financement approuvé pour 61 projets entrepreneuriaux d’étudiants universitaires

Le ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, samedi dans un communiqué, l’approbation du financement de 61 projets entrepreneuriaux d’étudiants universitaires, issus des différents établissements d’enseignement supérieur du pays. Cette opération a été validée par la Commission de sélection, de

validation et financement des projets (CSVF), et ce dans le but de soutenir et d’accompagner les jeunes universitaires dans le domaine de l’entrepreneuriat. Ces projets représentent "le bilan de la période allant du 24 novembre écoulé au 4 décembre courant", au terme duquel des étudiants relevant de 18 universités et 5 écoles supérieures "ont réussi à ga-

gner la confiance de la commission et à obtenir le financement de leurs microentreprises", précise la même source. A ce propos, le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Badari, a souligné que ce bilan constitue "un acquis national à mettre à l’actif de l’Université algérienne, reflétant l’esprit d’innovation, la culture

de l’initiative et l’ambition qui caractérisent notre jeunesse universitaire prometteuse". Les projets retenus par la CSVF concernent plusieurs domaines notamment l’agriculture, l’industrie, les professions libérales, la santé, le BTP, le textile, les industries plastiques, les industries agroalimentaires, la médecine et la chirurgie dentaire.

PROMOTION DU PATRIMOINE ARTISANAL

La ministre souligne l’importance de la numérisation

Par Réda Hadi

En visite officielle dans la wilaya de Timimoun, la ministre du Tourisme et de l’Artisanat, Houria Meddahi, a mis en lumière l’enjeu majeur que représente aujourd’hui la numérisation pour la promotion du patrimoine artisanal algérien. À l’occasion du 7^e Festival international du tourisme saharien, la ministre a rappelé que les outils digitaux constituent un levier incontournable pour renforcer la visibilité des produits artisanaux sur les marchés nationaux et internationaux. Lors d’un échange avec les artisans exposants, ainsi qu’avec des représentants d’hôtels et d’agences de voyages impliqués dans l’événement, Mme Meddahi a souligné que la transition numérique n’est plus un simple choix, mais une nécessité pour dynamiser le secteur de l’artisanat. Elle a expliqué que la digitalisation — qu’il s’agisse de plateformes de vente en ligne, de catalogues numériques, de paiements

électroniques ou encore de promotion via les réseaux sociaux — offre aujourd’hui un potentiel immense pour élargir la clientèle des artisans et accroître la valeur commerciale de leurs productions. Selon elle, « l’adoption d’outils numériques contribue directement à valoriser les produits traditionnels, à mieux les positionner sur les marchés extérieurs et à encourager l’émergence d’une nouvelle génération d’artisans capables de concilier savoir-faire ancestral et technologies modernes ». Pour la ministre, cette transformation représente également une opportunité pour structurer un secteur créatif qui souffre encore d’une faible visibilité et d’un manque d’accès aux circuits modernes de commercialisation. Au-delà des outils technologiques, Mme Meddahi a mis en avant l’importance de renforcer la coopération internationale. Elle a insisté sur la nécessité de conclure des conventions cadres entre pays afin de favoriser l’échange d’expertise, l’ouverture de nouveaux marchés et le développement

de passerelles commerciales durables. D’après la ministre, de tels partenariats « offriront des perspectives prometteuses pour l’économie nationale et contribueront à faire de l’artisanat un moteur de croissance locale ». Ces accords pourraient notamment permettre aux artisans algériens d’accéder à des réseaux de distribution étrangers, de participer à davantage de salons internationaux, et de bénéficier d’opportunités de formation aux standards internationaux du e-commerce artisanal. La visite de Mme Meddahi s’inscrivait dans le cadre du 7^e Festival international du tourisme saharien, un événement devenu incontournable pour la promotion du patrimoine culturel et artisanal du Sud algérien. La cérémonie d’ouverture, jeudi soir, a été ponctuée de spectacles folkloriques présentés par plusieurs troupes venues de diverses wilayas, offrant un aperçu riche de la diversité culturelle du pays.

Les stands installés dans l’espace d’exposition ont permis de présenter des produits artisanaux variés : tissages traditionnels, bijoux touaregs, vannerie, poterie, instruments de musique et objets décoratifs inspirés du patrimoine saharien. Pour de nombreux artisans, le festival constitue une occasion unique de présenter leur travail à un public large, composé de visiteurs locaux, de touristes, mais aussi de professionnels du tourisme et de la culture. Au cours de sa tournée, la ministre a également inauguré la 4^e édition du Salon des dattes de Timimoun, organisée sous le thème : « Les dattes de Gourara : un patrimoine touristique et une ressource économique durable ». Cet événement a rassemblé une trentaine d’exposants locaux, aux côtés de participants venus d’autres wilayas comme Tougourt, El-Oued, Ghardaïa, Naâma, Béjaïa, Tizi-Ouzou et Alger.

AFRICAN STARTUP
CONFERENCE 2025
**Le Groupe Télécom
Algérie, sponsor
stratégique de la 4^e
édition**

Placée sous le haut patronage du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la quatrième édition de l’African Startup Conference (ASC 2025) constitue l’un des événements les plus influents du continent dédié à la promotion de l’innovation et de l’entrepreneuriat technologique. À cette occasion, le Groupe Télécom Algérie (GTA) confirme une nouvelle fois son engagement stratégique en participant en tant que sponsor stratégique à ce rendez-vous continental majeur, prévu du 6 au 8 décembre 2025 au Centre International des Conférences (CIC) Abdellatif Rahal à Alger. Le Groupe Télécom Algérie et ses filiales prendront part à l’événement à travers un stand d’exposition entièrement dédié, où seront présentées leurs solutions les plus innovantes ainsi que leurs dernières avancées dans les domaines des télécommunications et des technologies de l’information et de la communication (TIC). Cette participation concrétise la volonté du Groupe de soutenir l’écosystème numérique national et de contribuer à l’évolution de la transformation digitale en Afrique. La tenue de cette conférence, sous le haut patronage du Président de la République, reflète la vision de l’Algérie de stimuler la création de startups, de renforcer l’innovation technologique et de promouvoir des partenariats stratégiques entre les différents acteurs publics et privés. En accompagnant cet événement organisé par Aventure, le Groupe Télécom Algérie confirme sa mission de démocratiser l’accès aux technologies numériques et de participer activement à la modernisation de l’économie nationale. Cette démarche s’inscrit pleinement dans la stratégie nationale de numérisation, qui vise à consolider la souveraineté technologique de l’Algérie et à conforter son rôle en tant que pôle d’innovation régional. À travers ce partenariat, le Groupe Télécom Algérie réaffirme son leadership, son engagement citoyen et sa contribution au développement d’un secteur numérique performant, durable et inclusif au service de l’économie nationale et africaine.

FORUM ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE DU SUD

Les opportunités d’investissement en Algérie présentées par l’AAPI

DGF
Les superficies forestières touchées par les incendies ont diminué de 90 % en 2025

Le directeur général des forêts (DGF), Djamel Touahria, a affirmé, jeudi à Sétif, que les surfaces forestières touchées à travers le pays par les incendies ont diminué de 90 % en 2025, ce qui traduit les progrès et l'efficacité de la stratégie nationale destinée à lutter contre les feux de forêt et à en atténuer les effets. M. Touahria a précisé lors d'une visite d'inspection de plusieurs projets relevant de son secteur, qu'au cours de l'année en cours, et pour la deuxième année consécutive, le nombre d'incendies de forêts enregistrés et les surfaces brûlées ont été maîtrisés grâce à une série de mesures préventives et au renforcement des mécanismes de prévention et d'intervention rapide. Le même responsable a également souligné, à cette occasion, que la superficie touchée par les incendies cette année "n'a pas dépassé les 5.000 hectares de forêts, de maquis, de broussailles, et autres". M. Touahria a par ailleurs ajouté que la mise en œuvre du plan d'action relatif à la réhabilitation, à l'extension et au développement du barrage vert, à travers la création de pépinières dans 13 wilayas concernées par ce projet, vise à garantir la continuité des plantations et le développement des espèces végétales locales, dans le cadre de la stratégie nationale d'expansion des superficies forestières et plantées. Le directeur général des forêts avait inspecté, à l'entame de sa visite dans la wilaya, le projet de réalisation d'une pépinière administrative dans la commune de El-Hamma (sud de Sétif) dont les travaux ont atteint un taux d'avancement de plus de 80 %, et qui a été réalisé dans le cadre du programme d'extension du barrage vert. Une fois achevée, cette pépinière permettra de produire entre 6.000 et 1 million de plants, avec une inspection aérienne par drone de la masse forestière des montagnes de Boutaleb. Sur place, M. Touahria a reçu des explications sur la situation du secteur forestier dans la wilaya de Sétif qui compte plus de 125.000 hectares de surfaces forestières, soit environ 19,22 % de la superficie totale de la wilaya, ainsi que sur l'avancement des travaux du barrage vert qui touche 11 communes avec une superficie totale d'environ 74.000 hectares. Dans la commune de Boutaleb (sud de Sétif), le directeur général des forêts a donné le coup d'envoi d'une opération de mise en valeur de terres forestières par location sur une superficie de 20 hectares dans la région de Mestaoua, qui comprendra un puits artésien, un réservoir d'eau, 13 000 arbres fruitiers et d'autres cultures agricoles.

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a pris part à un forum économique en Afrique du Sud, consacré à la présentation des opportunités d'investissement en Algérie et des perspectives de partenariat entre les deux pays, a indiqué vendredi l'agence dans un communiqué. Lors de cette rencontre, organisée jeudi par l'ambassade d'Algérie à Pretoria, en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Afrique du Sud (SACCI), la représentante de l'AAPI,

TIMIMOUN
Le secteur de l’environnement contribue à l’accompagnement du tourisme

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la Vie, Kaoutar Krikou, a fait part, jeudi depuis Timimoun, de la contribution de son secteur dans l'accompagnement du secteur du tourisme. S'exprimant lors de la visite au stand de l'environnement, dédié notamment à la promotion de la biodiversité, dans le cadre de l'exposition organisée en marge du 7ème festival international du tourisme saharien, Mme Krikou a affirmé que son département s'emploie à accompagner le secteur du tourisme en encourageant les projets environnementaux et en promouvant la culture de préservation de l'environnement et du milieu. Et d'ajouter que les projets de recyclage et de valorisation des déchets constituent, en sus de l'implication de la femme rurale dans la transformation des matières naturelles en produits d'artisanat et leur commercialisation auprès des touristes, un important levier au service de l'économie nationale. La ministre a également soutenu que les atouts naturels de l'environnement saharien sont susceptibles de contribuer à la relance du secteur du tourisme, de façon générale, et le tourisme saharien, en particulier. S'agissant de sa participation à cette manifestation internationale, Mme Krikou a indiqué qu'elle vise à mettre en exergue la richesse et la biodiversité de l'espace saharien, d'ancrer la culture environnementale chez les jeunes générations, et d'impliquer le secteur du tourisme dans la propagation de la culture environnementale saharienne.

Mme Imane Toumi, a présenté un exposé exhaustif sur le climat des affaires en Algérie, le cadre juridique incitatif à l'investissement, les avantages et facilités accordés aux investisseurs étrangers, ainsi que les opportunités d'investissement, les secteurs prioritaires, et les importantes potentialités de partenariat bilatéral. A cette occasion, l'organisation d'une exposition de la production algérienne en Afrique du Sud au cours du premier trimestre 2026 a été annoncée, en vue de faire connaître les produits algériens et d'élargir les partenariats commerciaux et d'investissement, ajoute la même source. Ce Forum s'inscrit dans la dynamique croissante des relations économiques al-

géro-sud africaines et fait suite au Forum économique tenu en décembre 2024, lors de la visite officielle du Président sud-africain en Algérie. La rencontre a vu la participation d'une importante délégation algérienne composée de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), de l'Agence du service géologique d'Algérie (ASGA), du Groupe SONAREM et de la société Sonelgaz, en présence d'un nombre considérable d'opérateurs économiques sud-africains, ainsi que des membres de la communauté algérienne, représentant différents secteurs, lesquels ont manifesté un vif intérêt pour les opportunités offertes par le marché algérien, lit-on dans le communiqué.

NUMÉRISATION

Signature d’une convention de coopération entre le ministère de la Santé et le HCN

Le ministère de la Santé et le Haut commissariat à la numérisation (HCN) ont signé une convention de coopération portant sur la mise des services de cloud computing national, relevant du Centre national algérien des services numériques, à la disposition du secteur de la santé, indique, vendredi, un communiqué du ministère. "Cette convention qui s'inscrit dans le cadre de l'accélération du processus de numérisation du système de santé et du renforcement de sa disponibilité opérationnelle, a été signée, jeudi, par le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, et la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud", ajoute la même source. "Cette convention vise à organiser et à mettre en place des mécanismes permettant d'exploiter les ressources nationales de cloud computing au profit du secteur de la Santé,

afin de développer des plateformes numériques innovantes dans le domaine de la santé, d'héberger des bases de données sensibles dans des espaces hautement sécurisés et de permettre aux structures de santé de fonctionner dans un écosystème numérique intégré et sécurisé", précise le communiqué. Dans son allocution, lors de la cérémonie de signature, le ministre de la Santé a souligné que "l'utilisation des services de cloud computing constitue une étape importante dans la numérisation du secteur de la Santé", ajoutant qu'elle "s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour développer les services publics de santé et fournir une infrastructure technique moderne capable d'améliorer les performances et la prise en charge des patients et des citoyens en général".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 02 ديسمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Décembre 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			د ج / كلغ		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	63	72	54	البطاطا
	Tomate	146	166	126	الطماطم
	Oignon sec	55	62	48	البصل الجاف
	Ail sec	721	791	652	الثوم الجاف
	Carotte	82	92	71	الجزر
	Navet	94	106	83	اللفت
	Choux fleur	105	118	92	قرنبيط
	Choux	92	105	78	الكرنب
	Courgette	156	171	140	الكوسة
	Haricot vert	167	187	148	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	128	142	114	الخس
Fruits frais	Clémentine	209	248	170	كليمنتين
	Orange	185	216	153	البرتقال
	Citron	163	186	140	الليمون
	Pomme locale	361	446	275	التفاح المحلي
	Datte	489	622	356	التمر
	Banane	462	479	444	الموز
	Grenade	184	214	154	الرمان
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1891	2047	1734	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	346	360	332	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	300,00	NC	0,00	-30,00	-29,67	5,29	11,67	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,17	-0,94	9,00	5,56	437	611 800,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2501,00	0,00	0,25	3,13	6,65	6,40	140	350 140,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	-0,03	1,74	10,96	5,44	14480	33 289 520,00
EGH El Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-1,48	-8,94	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	420,00	+5,00	6,04	4,77	3,97	5,00	336	141 120,00

CLUB ENERGY RELANCE LE DÉBAT

« Où vont les prix du pétrole ? »

L'Association nationale « Club Energy » a organisé, hier à Alger, une conférence importante consacrée au thème : « Où vont les prix du pétrole ? Qui en contrôle la dynamique ? ». Un sujet d'actualité qui suscite des débats parmi les producteurs, analystes économiques et décideurs politiques, en raison des fluctuations fréquentes des prix du pétrole. D'ailleurs, depuis le début de l'année en cours, les prix du Brent ont reculé de 15 % pour se situer à hauteur de 60 à 64 \$.

Par Sirine R.

Lors de son intervention à l'ouverture de la conférence, l'ancien ministre de l'Énergie et ex-PDG de Sonatrach, Abdelmadjid Attar, a évoqué la volatilité des prix du pétrole, en constatant que les cycles de fluctuations se sont raccourcis ces dernières années. Il a souligné que de nouveaux facteurs et paramètres sont apparus, introduisant une incertitude quasi continue sur les prix, mais aussi sur l'avenir du pétrole en tant que source d'énergie majeure. Selon lui, ces incertitudes se manifestent particulièrement dans plusieurs domaines, notamment le recul des investissements nécessaires pour renouveler les réserves de pétrole, les politiques pétrolières des principaux producteurs qui, au lieu de viser la stabilité des prix, semblent se concentrer de plus en plus sur la défense de leurs parts de marché, ainsi que les mutations géopolitiques et les politiques climatiques, qui impactent le marché pétrolier, notamment en ce qui concerne la transition énergétique. Toutefois, Attar a noté que, malgré cette volatilité, le pétrole conserve toujours une influence déterminante sur le mix énergétique mondial, y compris pendant les périodes de forte incertitude. Il a souligné que, même face à l'essor des énergies renouvelables et des politiques de transition énergétique, le pétrole reste une référence pour de nombreuses autres sources d'énergie. Pour lui, l'ouverture d'un débat sur un tel sujet est importante pour l'Algérie, qui a encore besoin de cette richesse par la poursuite des efforts pour la diversification de son économie. Pour sa part, l'ancien ministre de l'Énergie et de l'Industrie, Sadek Boussena, a livré une analyse approfondie de l'évolution historique, économique et géopolitique du marché pétrolier mondial. En effet, depuis un siècle, le pétrole n'a cessé de s'imposer comme l'énergie primaire la plus complète et celle dont le prix joue

le rôle directeur pour les autres énergies. Malgré le défi climatique et sa stagnation dans les pays riches occidentaux, la demande de pétrole, énergie moins coûteuse pour certains usages, continue de croître dans les pays émergents où vit la plus grande partie de la population mondiale, dira-t-il. Le pétrole brut, source de superprofits et de rentes considérables, suscite convoitises, conflits et parfois même des guerres. Pour l'intervenant, le marché pétrolier restera, pour au moins les trois prochaines décennies, l'un des centres névralgiques de l'économie mondiale. Ses producteurs, ses consommateurs, les acteurs des autres énergies, les financiers, les stratèges de l'économie globale et les analystes, tous scrutent avec une attention particulière l'évolution de son prix. Ce prix est censé être établi objectivement par « le marché » via l'équilibre entre l'offre et la demande, mais en réalité ces variables ne tombent pas du ciel. Elles résultent des stratégies et des comportements des forces concernées par ce marché. « Aujourd'hui, le marché mondial est personifié par les places boursières de New York et de Londres où sont émises des cotations servant de référence au reste du monde », a affirmé Boussena, soulignant que les États-Unis ont non seulement façonné l'industrie, mais continuent de la dominer, notamment à travers les compagnies de négoce et les institutions financières privées qui influencent directement les prix. En effet, la volatilité est désormais structurelle, conséquence d'une spéculation intense et de la montée en puissance des marchés financiers qui cherchent à tirer profit de chaque fluctuation. Évoquant les facteurs géopolitiques, l'ex-PDG de Sonatrach, Sadek Boussena, a indiqué que l'OPEP et l'OPEP+, bien qu'ayant encore une influence sur l'offre mondiale de pétrole, n'ont plus le pouvoir qu'elles exerçaient dans les années 1970. Les tensions internes au sein de ces

organisations, en particulier entre l'Arabie saoudite et des pays comme l'Iran, l'Irak ou la Russie, compliquent toute tentative de régulation unifiée des prix. L'Arabie saoudite, longtemps perçue comme le principal régulateur du marché pétrolier, est désormais confrontée à de nouveaux défis, notamment avec l'arrivée sur le marché des producteurs de pétrole de schiste américains. Par ailleurs, la guerre en Ukraine et les sanctions internationales ont bouleversé les équilibres traditionnels. La Russie, en particulier, cherche à renforcer sa position en tant que producteur majeur, mais la crise géopolitique actuelle a profondément impacté ses relations commerciales, affectant ses capacités à influencer le marché. Par ailleurs, la demande mondiale de pétrole continue de croître, portée par les pays émergents qui représentent désormais une grande partie de la consommation mondiale. Si la transition énergétique cherche à réduire la dépendance aux combustibles fossiles, la réalité est que le pétrole reste irremplaçable pour de nombreux secteurs, de l'industrie à la défense. Dans ce contexte, les grands producteurs doivent jongler avec des pressions contradictoires : d'un côté, l'impératif de rentabilité, de l'autre, les tensions géopolitiques et la nécessité de satisfaire les besoins des pays consommateurs. Dans un monde de plus en plus imprévisible, plusieurs scénarios sont envisagés pour l'avenir du marché pétrolier. Certains analystes, comme Boussena, prévoient une financiarisation accrue du marché avec un prix de référence unique mondialisé (NYMEX) et une concurrence totale entre producteurs physiques. D'autres voient un marché hybride, où des prix différents pourraient émerger selon les zones géopolitiques et les alliances économiques. Mais une chose semble certaine : les prix du pétrole continueront de fluctuer fortement en raison des facteurs économiques, technologiques, climatiques et géopolitiques.

ORAN
Projet de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à Mers El Kebir

Les travaux de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées (STEP) ont été lancés, récemment dans la commune de Mers El Kebir (Oran), a-t-on appris auprès du directeur de la zone d'Oran de l'Office national de l'assainissement (ONA), M. Bouazza Bouazza. M. Bouazza a précisé que cette station, dont la concrétisation a débuté, la semaine dernière, sous la supervision de l'ONA, aura une capacité de plus de 38.000 mètres cubes et viendra s'ajouter à deux projets en cours de réalisation à Oued Tlelat et Gdyl, ainsi qu'à trois stations déjà en exploitation à El Kerma, Cap Falcon et Bethioua. Le délai de réalisation de cette infrastructure est fixé à 22 mois, avec la possibilité d'utiliser les eaux traitées pour l'irrigation agricole et l'arrosage des espaces verts, d'autant que la station sera équipée de la technologie de traitement tertiaire. Le même responsable a indiqué que les trois stations de Mers El Kebir et Oued Tlelat, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 90 % pour une capacité de 22.900 mètres cubes, ainsi que celle de Gdyl d'une capacité de 50.000 mètres cubes, porteront la capacité d'épuration de la wilaya à 550.000 mètres cubes.

AVEC DES RÉSERVES DE 4,5 BILLIONS DE M³ DE GAZ ET 12,2 MILLIARDS DE BARILS DE PÉTROLE

L'Algérie arrive à la troisième place en Afrique

Par M. A.

L'Algérie s'impose comme l'un des principaux pôles d'hydrocarbures du continent africain, forte de 4,5 billions de mètres cubes de gaz et de 12,2 milliards de barils de pétrole. Avec un potentiel substantiel, une industrie mature et un poids géopolitique reconnu, le pays consolide sa position au cœur des stratégies énergétiques régionales et confirme son rôle essentiel dans la sécurité énergétique mondiale. Un nouveau rapport sur les ressources pétrolières et gazières restantes en Afrique met en évidence l'ampleur des réserves encore exploitables sur le continent, désormais classé cinquième au monde pour ses ressources techniquement récupérables. Selon les données analysées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », sur la base des estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Afrique disposerait, à fin 2024, de 445 milliards de barils de pétrole techniquement récupérables et de 100

trillions de mètres cubes de gaz, soit respectivement 7,2 % et 12,6 % des ressources mondiales restantes. Dans cette cartographie énergétique, l'Algérie se distingue par ses positions avancées dans les deux filières. Avec 12,2 milliards de barils de réserves pétrolières prouvées, elle occupe la troisième place en Afrique, derrière la Libye (48,36 milliards) et le Nigeria (37,28 milliards). Ce volume, bien que moindre que celui des deux géants régionaux, permet au pays de maintenir une capacité de production stable tout en poursuivant de nouveaux investissements dans l'exploration, notamment dans le bassin de Berkine, le Sahara central ou encore le sud-ouest. Le rapport rappelle que l'Afrique concentre 306 milliards de barils de pétrole conventionnel, auxquels s'ajoutent 54 milliards de barils de pétrole de schiste et 82 milliards de barils de liquides de gaz. Une part importante de ces ressources se trouve en Afrique du Nord, où l'Algérie figure parmi les pays les mieux positionnés pour attirer les ma-

jors internationales, soutenue par un cadre légal récemment révisé. C'est toutefois dans le gaz que l'Algérie enregistre l'un de ses classements les plus solides. Avec 4,5 trillions de mètres cubes de réserves prouvées, elle occupe la deuxième place continentale, juste derrière le Nigeria (5,98 trillions) et devant le Mozambique (2,8 trillions) et l'Égypte (2,21 trillions). Le rapport met en lumière un potentiel gazier africain colossal : 50 trillions de m³ de gaz conventionnel, 40 trillions de gaz de schiste et 10 trillions de gaz de réservoirs compacts. Dans cette répartition, l'Algérie dispose de l'un des sous-sols les plus explorés du continent, tout en conservant une marge notable de développement, notamment dans le gaz de schiste où elle figure parmi les pays les mieux dotés au monde. Au-delà des chiffres, le rapport insiste sur la dimension stratégique de l'Algérie dans les équilibres énergétiques internationaux. Sa proximité avec le marché européen, ses infrastructures modernes

(gazoducs Medgaz et Transmed, capacités GNL d'Arzew et de Skikda), ainsi que ses partenariats avec l'Italie, l'Espagne et plusieurs pays d'Europe du Sud renforcent son rôle de fournisseur clé dans un contexte marqué par la recomposition des routes gazières mondiales. Cette dynamique ouvre au pays une fenêtre d'opportunités : relance des explorations, consolidation du gaz comme énergie-pont, augmentation des capacités de GNL et développement de projets d'hydrogène bas-carbone appuyés sur un socle gazier solide. Classée cinquième au niveau mondial pour ses ressources pétrolières et gazières techniquement récupérables, l'Afrique apparaît comme un acteur incontournable pour accompagner la croissance de la demande mondiale jusqu'en 2050. Le rapport rappelle toutefois les défis qui persistent : stabilité politique, attractivité des investissements, amélioration des infrastructures et capacité des pays africains à s'inscrire dans la transition énergétique mondiale.

AÏN TEMOUCHENT
Réception de plus de
180 projets de
développement pour
l'exercice 2025

Un total de 188 projets de développement gérés par les communes de la wilaya d'Aïn Temouchent ont été reçus, durant l'année en cours, a indiqué, jeudi, la directrice de l'administration locale, Nacéra Sabaha. La responsable a souligné, lors des travaux du Conseil exécutif de la wilaya, que 141 projets inscrits dans le cadre du Programme de soutien au développement économique et social des collectivités locales pour l'exercice en cours ont été reçus, tandis que 44 autres projets sont en réalisation avec des taux d'avancement variables. Dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, 47 projets de développement ont été reçus, cette année, tous gérés par les communes, selon la même responsable. La wilaya a retenu d'enveloppes financières de 2,4 milliards DA au titre du Programme de soutien au développement économique et social des collectivités locales, ainsi que 1,52 milliard DA dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. Ces fonds sont destinés à la réalisation de plusieurs projets au profit des 28 communes de la wilaya, a ajouté la même source. Le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a insisté, lors de sa supervision des travaux du Conseil exécutif de la wilaya, sur la nécessité de redoubler d'efforts pour réceptionner les projets restants programmés dans le cadre de ces dispositifs de développement. Il a également souligné l'importance de ces projets de proximité dans l'amélioration du cadre de vie à travers les communes de la wilaya et la prise en charge des besoins prioritaires en matière de développement. Il a donné des instructions aux présidents des Assemblées populaires communales (APC), en coordination avec les chefs de daïras, pour assurer un suivi quotidien des chantiers, le respect des délais de réalisation et la qualité des ouvrages.

AÏN DEFLA
Lancement des travaux
de réalisation de 63
logements publics
locatifs

Les travaux de réalisation de 63 logements publics locatifs (LPL) ont été récemment lancés dans la commune de Tachta Zougagha, relevant de la daïra d'El Abadia, dans la wilaya d'Aïn Defla, à-on informé jeudi auprès des services de la daïra. La commune de Tachta Zougagha a retenu d'un quota de 63 LPL, dont la réalisation a été lancée dernièrement, a indiqué le chef de la daïra, Rachid Benabed. Ce nouveau programme permettra de couvrir une partie des demandes exprimées pour ce type de logements au bénéfice des habitants de cette commune "confrontée à un problème de manque de foncier ayant empêché l'inscription de nouveaux projets d'habitat", selon la même source. La mobilisation d'un foncier adéquat pour l'implantation de ce programme "n'a pas été aisée, en raison de l'absence d'assiettes foncières constructibles pertinentes du domaine privé de l'Etat sur le territoire de cette commune", a relevé M. Benabed.

SALON DES DATES DE BISKRA

Les produits algériens répondent
aux normes de qualité appréciées
sur les marchés mondiaux

Les représentants des délégations diplomatiques dont des ambassadeurs et des attachés commerciaux et économiques de nombre d'ambassades et d'organismes économiques régionaux, rencontrés, jeudi au salon des dates, des produits agricoles et industriels et de promotion du tourisme de Biskra, ont considéré que "les produits algériens répondent aux normes de qualité appréciées sur les marchés mondiaux".

À ce propos, le premier conseiller de l'ambassadeur de Mauritanie en Algérie, chargé des affaires commerciales, Cheikh Oulghabed, a indiqué que sa visite au salon et aux divers produits de données et industriels lui expose a permis de connaître près de l'important potentiel agricole riche en ressources aux marchés mondiaux dont celui de la Mauritanie, affirmant aspirer au développement du partenariat entre les deux pays dans les divers domaines, notamment pour les produits demandés par le marché mauritanien et présentant une haute qualité à prix compétitifs. De son côté, Ashraf Al-Far, secrétaire général de l'Union arabe des dattes, a souligné que les expositions ont une grande impor-

tance pour placer le produit algérien, notamment les dattes sur les marchés internationaux, estimant que les dattes algériennes particulièrement la variété "Deglet Nour" possèdent les caractéristiques de qualité supérieure lui conférant une place mondiale remarquable. L'ambassadrice de la République de l'Inde en Algérie, Dr Mme Swati Vijay Kulkarni, a assuré que sa visite au salon de Biskra lui a permis de constater la diversité du produit algérien et de rencontrer des opérateurs économiques qui exportent vers plusieurs pays dont l'Inde, exprimant sa satisfaction de cette coopération économique et affirmant assurer toutes les facilités pour l'exportation des produits algériens et la possi-

bilité de conclure des partenariats dans ce domaine. Les ambassadeurs et représentants des missions diplomatiques en Algérie dont la Hongrie, le Tchad, la Mauritanie, la Jordanie, l'Inde, l'Indonésie, l'Égypte et le Vietnam ont assisté à l'ouverture de cette manifestation économique et ont pu découvrir les produits nationaux, notamment de la wilaya de Biskra principalement ses dattes, légumes, fruits et produits industriels. Ouvert le 2 décembre dernier, le salon clôturé jeudi après-midi a connu la participation de plus de 100 exposants. Son organisation a été assurée par la chambre du commerce et de l'industrie CCI-Ziban en coordination avec la direction de wilaya du commerce.

ORAN

Etude approfondie de 10 nouveaux industriels

Dix nouveaux projets d'investissement industriel ont fait l'objet d'une étude approfondie lors de la réunion de la commission de wilaya d'Oran chargée du suivi des projets d'investissement, ont indiqué les services de la wilaya. Cette commission présidée par le wali de la wilaya, Ibrahim Ouchene, a permis d'évaluer "l'avancement des projets et les contraintes rencontrées, et de proposer des solutions adaptées pour faciliter leur

réalisation", précise la même source réunion. Le wali a souligné l'importance d'accompagner les investisseurs et de lever les obstacles administratifs afin de garantir le respect des délais d'exécution des projets. Il a insisté sur le fait que ces mesures entraînent l'engagement des autorités locales à soutenir l'investissement et à encourager les initiatives économiques. Il a également indiqué que la commission poursuivra le recensement des pro-

jets rencontrant des difficultés pour assurer leur traitement rapide, contribuant ainsi à renforcer le climat d'investissement et à accroître l'attractivité de la wilaya pour les investisseurs, poursuivis-on de même source. La réunion a rassemblé des représentants de différents services concernés, notamment de l'industrie, de l'urbanisme, de l'architecture et du bâtiment, de l'énergie et de l'agriculture, ainsi que les présidents des assemblées populaires

communales et l'Agence algérienne de promotion de l'investissement. Cette composition vise à garantir la synergie des efforts et un suivi intégré des projets. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des directives des autorités publiques visant à simplifier les procédures administratives et à réduire la bureaucratie, afin d'offrir un environnement d'investissement favorable et conforme aux attentes des investisseurs.

BOUMERDES

Raccordement de 1153 logements au gaz naturel dans six communes

La Société de distribution de l'électricité et du gaz de Boumerdes a procédé, dernièrement, au raccordement de 1153 logements au gaz naturel grâce à 16 opérations de développement réalisées dans six communes, à-on avisé, jeudi, auprès de l'entreprise. Ces opérations ont nécessité la réalisation de près de 80 km de réseau de transport et de distribution du gaz, a indiqué à l'APS, le directeur local de Sonelgaz, Hamza Sahli, en marge d'une visite d'inspection de la wali, Fouzia Naâma.

Il a ajouté que ces raccordements, qui ont ciblé une vingtaine de quartiers et villages, avaient été réalisés en coordination avec les autorités locales afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens et de leur assurer l'accès à cette énergie vitale. Il s'agit notamment, selon la même source, du raccordement de 399 foyers dans sept villages et agglomérations de la commune de Cap Djinet, de 75 dans trois villages de la commune des Issers, de 106 dans trois villages de Thénia, de 450 à Khemis El Khechna, de 70 à Zemmouri

et de 53 foyers à Tidjelabine. Par ailleurs, quatre autres opérations de développement sont actuellement en cours pour raccorder 110 logements à Kherrouba, dont la livraison est prévue durant le mois en cours. Le taux de couverture en gaz naturel dans la wilaya de Boumerdes est de plus de 80 %, tandis que le nombre d'abonnés à la franchise de la barre des 630.000.

KHENCHELA

Lancement prochain de la réalisation de 5 tours de vigie
à travers les forêts de la wilaya

Des travaux de réalisation de cinq tours de vigie seront "prochainement" lancés à travers les forêts de la wilaya de Khenchela, à-on informé jeudi auprès du conservateur local des forêts, Bachir Bahri. Le même responsable a précisé à l'APS que trois de ces tours de vigie seront réalisés sur des sites du mont Feraoun, Aurès et mont Aydhel, dans la commune de Tamza, une tour à Ras Kef Medour, dans la commune de Bouhmama et une autre à Foughal, dans la commune de Taouzianet. Selon le même responsable, les entreprises

en charge de la ont été dernièrement annoncées et les procédures administratives nécessaires ont été parachevées avant l'installation des chantiers de ces projets qui seront reçus "au cours du premier trimestre 2026". Actuellement, quatre tours de réalisation sont en cours de réalisation dans les forêts de Ras Aghro, dans la commune de Khenchela, de Kef El Assa, dans la commune de Yabous ainsi que de Ras Khelthoum et Ras Taafisset, dans la commune de Bouhmama et le taux d'avancement des travaux varie entre 40 et 95 %, selon la même

source. Durant cette année 2025, deux autres tours de vigie ont été réalisés et reçus dernièrement à Ras Taouchaalane et Ras Taouriret, dans la commune de Lamsara pour être exploitées par les agents de la circonscription forestière de la daïra de Bouhmama, a rappelé le conservateur des forêts. La mise en service de ces tournées en cours de réalisation sur le budget de la wilaya permettra de renforcer les capacités de surveillance, d'alerte précoce en cas d'incendie et d'intervention rapide, a ajouté M. Bahri.

La crise des civilisations

Le raisonnement que nous allons développer ici ne s'apparente pas au raisonnement dichotomique. Il ne séparera pas la compétition de la guerre, la guerre militaire de la guerre économique et de la guerre culturelle. La véritable victoire est culturelle, aussi dans un Occident qui a perdu la guerre économique, s'emballe-t-on sur ce front.

1^{ère} partie

Par DERGUINI Arezki (*)

La guerre culturelle oppose les pensées dichotomiques aux pensées non dichotomiques, elle touche aux rapports du travail et du savoir, des humains et des non-humains qui sont au cœur de la guerre économique. La compétition culturelle menace de se transformer en guerres militaires, la compétition économique en guerres civiles. Les sociétés qui ont perdu leur caractère civilisationnel, dont les croyances sont confuses, seront les premières victimes. Notre société ne peut se construire comme une société de classes à la pensée dichotomique, elle peut s'élever grâce à un système méritocratique au service de l'excellence étatique, à la pensée non dichotomique. Nous allons traverser une crise des civilisations, ce qui signifie opportunité pour des sociétés, disgrâce pour d'autres.

Compétitions et guerres intriquées.

La guerre économique a toujours eu lieu, mais dans un monde aux rapports de forces militaires stabilisés : la colonisation du monde par la production industrielle a commencé par les armes et s'est poursuivie sans elles. La guerre économique vise à établir la domination de la production mondiale, elle développe une capacité de production excédentaire qui écrase les autres capacités de production. Elle se transforme en guerre militaire quand cette capacité de production se heurte à des marchés fermés qu'elle veut conquérir (ex. de la deuxième guerre mondiale, de la guerre d'opium). Elle se déclare quand la compétition capitaliste doit se disputer les marchés de manière violente. Aussi les compétitions économiques, culturelles et militaires sont-elles plus ou moins l'une dans l'autre selon les circonstances. La compétition culturelle succède à la compétition militaire pour soumettre les esprits à la compétition économique, étendre la production dominante, elle enveloppe, prépare et aménage le terrain de la compétition économique. Elle lui permet de vaincre sans combattre. Dès lors que la compétition peut se transformer en guerre, dès lors que le monopole de la violence régulateur de la compétition est en jeu, les compétitions économiques et culturelles se retournent en guerres militaires pour lever les obstacles à leur progression. La guerre militaire peut ne pas suffire pour faire progresser les guerres économiques et culturelles, elle provoque alors un chaos social au lieu de leur aplanir le terrain. Aucun pays comme la Chine n'en a mieux fait l'expérience et la théorie. Il y a dans la « diplomatie de la canonnière » comme un archétype de l'intrication des différentes guerres/compétitions. Elle a d'abord subi une guerre économique, une ouverture de ses marchés



aux produits des puissances occidentales par la force militaire du fait de sa résistance culturelle. Pour elle, la politique a été une poursuite de la guerre, initiée avec la politique des traités injustes. Le colonialisme a mené une guerre militaire pour imposer une division internationale du travail, s'approprier les ressources mondiales et développer sa puissance productive. Cette division du travail continuera de prédominer avec la décolonisation du fait de la puissance industrielle des anciennes puissances coloniales et la faiblesse productive des anciennes colonies. Mais entre les différentes guerres, il n'y a pas d'ordre de préséance : la production est simultanément production de puissances culturelles, industrielles et militaires. Militaires, culturels et économiques sont des aspects de la guerre. C'est le contexte et les forces en présence qui décident de l'aspect dominant qu'elle va prendre. Mais comme on peut le constater, c'est leur solidarité qui mène au succès : une guerre culturelle qui n'est pas économique et qui conduit à la guerre militaire est peu assurée du succès. Une guerre militaire qui ne s'accompagne pas d'une victoire culturelle ne se transforme pas en victoire économique. La montée en puissance de la production dans certaines anciennes économies dominées ou puissances vaincues n'a pas pu se faire sans une certaine guerre ou résistance culturelle. On ne protège pas sa production, ses marchés par la seule force militaire. C'est une culture qui se fait puissance productive, c'est une puissance productive qui se fait puissance militaire. Rappelons que par culture, il faut entendre tout ce qui se pratique et non pas les seules idées. La culture est un rapport de transformation de la nature : la culture transforme la nature en même temps que la nature transforme la cul-

ture. Nous sommes dans une pensée qui ne dichotomise pas nature et culture, théorie et pratique. Donc par culture, entendons d'abord les habitudes individuelles et collectives, les machines sociales en prise avec des machines vivantes et inertes qui fabriquent désirs et capacités. Les machines sociales sont des systèmes d'habitudes et d'automatismes sociaux. Les sociétés aliénées n'ont pas la pensée de leurs pratiques, elles ne peuvent pas mettre ce qu'elles disent dans ce qu'elles font, elles ne peuvent pas dire ce qu'elles font. Elles ne savent pas ce qui les machine, les machines qu'elles sont. Elles font partie du désordre du monde dont l'ordre du monde se nourrit. Guerre militaire, guerre économique et guerre culturelle sont intriquées, elles se soutiennent et se relaient. De même pour la guerre et la compétition, la guerre se transforme en compétition et la compétition en guerre. Le protectionnisme et le libre-échange s'opposent comme doctrines, autrement dit quand idée et réalité sont prises séparément, mais pas comme faits historiques et politiques où ils se succèdent : ils sont les armes circonstancielles de la guerre économique. Le libre-échange est la doctrine de la puissance expansionniste, le protectionnisme celui de la puissance émergente ou submergée. On ne peut ni séparer les différents aspects de la guerre ni la guerre de la compétition. La guerre peut être tenue dans la compétition quand la production gagne dans l'échange sans combattre. Quand la production est accumulation de savoir-faire, elle peut perdre des batailles, mais pas la guerre. C'est l'accumulation culturelle, elle seule parce que durable, qui est décisive et non la simple accumulation matérielle, le simple pouvoir

d'achat. L'accumulation culturelle inscrit la puissance productive dans le milieu social et naturel. Elle ne désolidarise pas la société de la nature, le savoir du travail, le capital du travail.

L'État de droit, le droit international et le monopole de la violence

Afin que les compétitions culturelle et économique ne fassent pas appel à la compétition militaire et ne se transforment pas en guerre militaire, elles doivent obéir à des règles et pour que ces règles soient respectées, il faut une puissance qui les fasse respecter. À l'échelle de la nation comme à l'échelle du monde, un monopole de la violence est nécessaire pour l'établissement du droit. Ce monopole peut être distribué ou non. Dans cette conception webérienne de l'État de droit, militer aujourd'hui pour le droit international c'est militer pour un monopole distribué de la violence. Ainsi se présente la solution qui a été donnée au problème de la compétition des violences par la pensée occidentale. La compétition des violences conduit à la monopolisation, sauf quand la violence déjà monopolisée ne le permet pas. Derrière le droit on a trop tendance à oublier la force qui le fait respecter. Qui dit donc État de droit dit monopole de la violence, sinon faut-il dire, quand la force n'est plus monopolisée, droit du plus fort. Ce n'est donc pas parce que le droit international accorde le monopole de la violence à l'État que l'État monopolisera la violence. Car la monopolisation de la violence ne va pas sans le respect du droit. Un monopole de la violence qui ne peut faire respecter le droit se défait en compétition de violences. Entre respect du droit et monopole de la violence, il y a codétermination et c'est là que s'impose la culture. Autrement dit, une guerre n'est accomplie que lorsque la compétition culturelle l'achève, ce qui arrive lorsque le droit règle les habitudes sociales. On ne s'en remet pas à un arbitre si les règles auxquelles il propose de soumettre le jeu ne conviennent pas aux joueurs. Les joueurs s'abstiendront de recourir à la violence par crainte de l'arbitre ou parce que convaincus de la contre-productivité d'un tel recours. Dans le premier cas, l'arbitre se transforme en troisième joueur. Il peut remporter la partie un jour et la perdre un autre, gagner des batailles, mais il perdra la guerre, son monopole sur la violence légitime. Dans le second, ils préféreront renoncer aux pratiques destructrices pour s'attacher à gagner le jeu et transformer plus tard les règles. Ils reconnaîtront une défaite culturelle de laquelle ils voudront se remettre. Ils prendront les habitudes du vainqueur pour en triompher. Si une telle possibilité est exclue, on retombe dans le premier cas.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

ÉGYPTE

Le gouvernement
vise 8 % du
marché mondial de
l'hydrogène vert

Grâce à des ressources renouvelables abondantes et à une position géographique reliant trois régions clés, l'Égypte mise sur le développement de l'hydrogène vert pour s'imposer comme hub énergétique et attirer des investissements internationaux. Le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, Karim Badawi, est intervenu comme orateur principal lors de la session ministérielle d'ouverture de la quatrième édition du Sommet d'Oman sur l'hydrogène vert, organisée à Mascate du lundi 1er au mercredi 3 décembre par le ministère omanais de l'Énergie et des Minéraux en partenariat avec Hydrogen Oman. Selon le ministre, l'Égypte prépare un ensemble d'incitations pour attirer les investissements dans l'hydrogène vert. Le pays ambitionne de représenter 8 % du marché mondial, avec une production d'environ 10 millions de tonnes par an au cours des prochaines décennies. Il a également rappelé les atouts géographiques de l'Égypte, située entre le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Europe, et impliquée dans des interconnexions électriques avec la Grèce et l'Arabie Saoudite. Le canal de Suez a été présenté comme un élément central des futures chaînes d'approvisionnement en hydrogène. L'engagement de la République arabe dans cette nouvelle filière s'inscrit dans une stratégie de long terme visant à structurer une industrie exportatrice. Cette orientation a été renforcée lors de la COP27 organisée à Charm el-Cheikh, où les autorités ont conclu des protocoles d'accord d'une valeur supérieure à 83 milliards USD avec des groupes énergétiques internationaux pour développer neuf unités d'hydrogène et d'ammoniac verts. Le pays ambitionne parallèlement de porter la part des énergies renouvelables à 42 % d'ici 2030. Mais si ces engagements traduisent une volonté politique affirmée, leur concrétisation dépendra de facteurs externes tels que les investissements à long terme, la structuration des marchés et l'émergence d'une demande internationale stable.

MAURITANIE

Nouakchott accélère
la transformation numérique
de son système sanitaire

Le gouvernement mauritanien mise sur les TIC pour stimuler le développement socio-économique. Il souhaite donc intégrer le numérique dans tous les secteurs, notamment dans le secteur de la santé.

Les autorités mauritaniennes accélèrent la numérisation du système sanitaire national. Mohamed Mahmoud Ely Mahmoud (photo, à droite), ministre de la Santé, a présenté, le jeudi 5 décembre, les priorités de la prochaine phase de la feuille de route lors d'une réunion avec son homologue de la Transformation numérique, de l'Innovation et de la Modernisation de l'administration. Les priorités portent notamment sur la numérisation des informations épidémiologiques, la création d'une base de données nationale de vaccination, ainsi que la mise à jour des données relatives à la gestion des infrastructures sanitaires, des équipements et des fournitures médicales. Cela permettra d'assurer l'exactitude des informations, de faciliter la planification et d'améliorer l'efficacité des interventions sanitaires. La semaine dernière, c'était le lancement des projets numériques de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM). Au cœur des innovations se trouve la plateforme E-CNAM, qui permet la numérisation des demandes d'accord préalable, le dépôt électronique des documents médicaux et des factures, ainsi que le suivi du processus de remboursement. Elle offre également la digitalisation des procédures de prise en charge à l'extérieur et de la gestion interne de la Caisse. Cette même semaine s'était également tenue la deuxième réunion du comité ministériel chargé de la réforme des hôpitaux, sous la présidence du Premier ministre, Moctar Ould Diay. La transformation numérique au sein de ces éta-

blissements fait partie des principales propositions et axes techniques visant à améliorer la prise en charge des patients. Le 29 octobre, la Mauritanie a marqué une avancée stratégique avec le lancement de la Stratégie Nationale de e-Santé 2024-2030. Selon l'Agence belge de coopération internationale (ENABEL), un des partenaires, cette feuille de route vise à transformer le secteur de la santé par l'intégration de solutions numériques pour offrir un accès équitable aux services de santé de qualité, étendre la couverture dans les zones reculées et faciliter les consultations à distance via la télémedecine. Elle contribue également à la rationalisation des coûts et à une gestion optimisée des importations de médicaments et de l'approvisionnement des établissements de santé. Par ailleurs, Ginger International, un cabinet français spécialisé en expertise et assistance technique en santé et environnement à l'international, a été mandaté par l'Union européenne pour mettre en œuvre un projet d'appui à la digitalisation du secteur de la santé en Mauritanie. L'initiative a été lancée début novembre.

Un potentiel reconnu face à des défis

Dans une dépêche publiée en juillet 2025, Afrobarometer indiquait qu'en Mauritanie, le système de santé fait face à de nombreux obstacles structurels. Parmi ces défis figurent la pénurie d'infrastructures, le manque de personnel médical qualifié, le coût élevé des soins et les rup-

tures fréquentes de médicaments ou de matériel médical. Il ajoute que le pays ne compte qu'environ 26 médecins pour 100 000 habitants, un ratio largement inférieur à la norme recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). À ces défis s'ajoutent un sous-financement chronique du secteur et des problèmes de gouvernance, notamment liés à la corruption. « Ces insuffisances ont des répercussions dramatiques sur la santé publique. La mortalité infantile, bien qu'en léger recul, reste élevée avec 46,35 décès pour 1000 naissances vivantes en 2024 [...]. Quant à la mortalité maternelle, elle demeure l'une des plus préoccupantes au monde, atteignant 766 décès pour 100 000 naissances vivantes, soit plus de trois fois la moyenne mondiale », peut-on lire dans la dépêche intitulée « La santé est la priorité des Mauritaniens, dont la plupart disent avoir manqué de soins médicaux ». Selon le PNUD, la santé numérique pourrait constituer une chance pour relever les défis et développer les systèmes de santé africains, au vu par exemple du taux de pénétration de la téléphonie mobile en Afrique et de l'usage qui en est fait. L'agence onusienne estime que le numérique permettra l'expansion de la couverture sanitaire universelle en faisant tomber certaines barrières comme les coûts, l'accès compliqué ou le manque de qualité des soins, tout en étendant la gamme des services proposés, en particulier dans les régions où les infrastructures et le personnel sont rares ou inexistant.

ARABIE SAOUDITE

Un déficit budgétaire de - 2,8 % du PIB en 2024

Le MoF estime le déficit budgétaire en 2024 à 31 Md USD (-2,8 % du PIB), après 22 Md USD en 2023 (-2,0 % du PIB). Le royaume poursuit sa politique budgétaire expansionniste afin de soutenir la diversification économique. Les déficits prévus pour 2025, 2026, et 2027 s'élèvent respectivement à -2,3 %, -2,9 %, et -3,0 %. Les prix relativement faibles du

pétrole, couplées aux baisses de production et aux besoins de financements des grands projets du pays, ont conduit les autorités saoudiennes à revoir leurs prévisions de déficit à la hausse. Le budget 2024 prévoyait un déficit de -1,9 % du PIB en 2024 et respectivement -1,6 % et -2,3 % pour 2025 et 2026. Selon le FMI, l'équilibre budgétaire de l'Arabie saoudite aurait été atteint en 2024

avec un baril à 98 USD, et le serait en 2025 avec un baril à 91 USD. Les recettes atteindraient 328 Md USD en 2024, en hausse de 1,5 % par rapport à l'exécution budgétaire de 2023 et de 4,9 % par rapport au montant qui avait été budgété pour 2024 (313 Md USD), cela malgré la prolongation des réductions de la production de pétrole et un baril de Brent qui a atteint son plus bas de-

puis trois ans. Les recettes non pétrolières s'élèveraient à 126 Md USD en 2024 (38,3 % du total des recettes), contre 122 Md USD en 2023. En 2025, le MoF prévoit des recettes de 316 Md USD, en baisse de 4,2 % par rapport à 2024, les autorités saoudiennes se voulant prudentes quant aux estimations des recettes pétrolières et non pétrolières dans le contexte actuel.

TUNISIE

Une grande opportunité d'investissement

Fort de son engagement en faveur de réformes structurelles et d'initiatives stratégiques, la Tunisie offre aux investisseurs un potentiel de rendement durable. La situation stratégique du pays, sa diversité économique, son vivier de jeunes talents et ses perspectives de croissance sectorielles en font une destination attractive pour les investissements étrangers, notamment dans les énergies renouvelables, les TIC, l'agroalimentaire, le tourisme, l'industrie manufacturière et la fintech. C'est dans ce contexte que le représentant de l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur (FIPA-Tunisia) à Milan a pris part, la semaine dernière, au Forum sur l'Investissement organisé par la Tunisia Investment Authority (TIA) au siège de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Genève, tenu en marge du qua-

trième Examen de la Politique Commerciale de la Tunisie. L'événement, placé sous le thème « Tunisie : un hub stratégique pour l'investissement à fort potentiel », a été présidé par Samir Abid, Ministre du Commerce et du Développement des Exportations. Le forum a réuni de nombreuses institutions économiques suisses, des entrepreneurs tunisiens de la diaspora, ainsi que des représentants d'organisations internationales et de missions permanentes auprès de l'OMC. Les interventions des responsables tunisiens ont mis en lumière la position stratégique de la Tunisie dans les chaînes de valeur mondiales et les opportunités d'investissement offertes dans les secteurs à haute valeur ajoutée tels que les technologies de l'information et de la communication, l'industrie pharmaceutique, les énergies re-

nouvelables et les services innovants. En marge de l'événement, des actions de networking ont été menées avec plusieurs compétences tunisiennes résidant en Suisse. Ces échanges ont permis de présenter les missions et les services de FIPA-Tunisia, d'examiner les projets d'investissement envisagés en Tunisie, d'expliquer les incitations mises en place par l'État, les avantages du climat des affaires et les différentes procédures de création d'entreprise. Parallèlement, des discussions ont été entamées avec la Chambre tuniso-suisse de Commerce et d'Industrie en vue de programmer, en 2026, des actions conjointes dédiées à la mobilisation et à la valorisation des compétences tunisiennes en Suisse. Avec un PIB nominal de 53,4 milliards de dollars US en 2024, la Tunisie représente

un marché stratégique en Afrique du Nord. Son paysage économique se caractérise par une base industrielle diversifiée, une main-d'œuvre jeune et instruite, et une position stratégique qui constitue une véritable passerelle entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne. La Tunisie ambitionne de doubler la valeur des investissements directs étrangers (IDE) pour atteindre 4 milliards de dinars d'ici 2026, tout en misant sur le développement de secteurs à haute valeur ajoutée tels que l'automobile, l'aéronautique, l'industrie pharmaceutique, l'économie numérique, les industries agroalimentaires et les textiles techniques. Cette orientation s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle stratégie d'investissement plus efficace et mieux adaptée aux mutations internationales de la carte mondiale des investissements.

AFRIQUE

En 2024 les emplois dans le solaire photovoltaïque ont crû de 23 %

Au-delà de son importance pour l'accès à une électricité fiable et abordable, le solaire photovoltaïque commence aussi à se distinguer comme un pourvoyeur d'emplois en Afrique. Les nouvelles données de l'AIE confirment cette tendance.

Selon le rapport « World Energy Employment 2025 » publié ce vendredi 5 novembre par l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), l'Afrique abritait en 2024 une part encore faible de l'emploi dans le domaine du solaire photovoltaïque (PV), mais a affiché cette année-là la croissance la plus rapide au monde. Le continent comptait en effet 3 % de la main-d'œuvre mondiale, mais a enregistré une hausse annuelle de 23 %. Cette progression qui s'observe surtout dans les régions orientale, occidentale et centrale du continent est notamment soutenue par de nouveaux projets énergétiques utilitaires. Le déploiement du solaire hors réseau renforce cette évolution, avec les dispositifs domestiques et les solutions pay as you go qui créent des emplois dans l'installation, la vente et la logistique. La croissance africaine s'explique donc autant par la montée des grandes centrales que par l'essor du solaire distribué.

Les tendances mondiales

Dans le monde, le rapport indique que le solaire PV est le premier employeur du secteur électrique, avec 5 millions de travailleurs en 2024. La Chine concentre 60 % de cette main-d'œuvre, tandis que l'Europe, l'Inde et l'Asie Pacifique hors Chine comptent chacun près de 10 %. Les États-Unis enregistrent une croissance plus rapide que la moyenne des économies avancées, grâce à l'accélération des projets soutenus par des incitations fiscales. Le segment du solaire distribué domine, comptant deux tiers des postes alors qu'il ne représente que 43 % de la capacité installée. Cette intensité reflète l'importance du travail manuel, de la conception individualisée et des services commerciaux. Le rapport de l'AIE estime que le marché mondial du travail dans le secteur énergétique comptait 76 millions de travailleurs en 2024. La croissance annuelle est de 2,2 %, soit presque deux fois celle de l'économie

mondiale. Le segment électrique, de la production au stockage en passant par le transport et la distribution, est le premier employeur; avec 22,6 millions de postes. Il dépasse désormais le segment de l'approvisionnement en combustibles. À noter que la main-d'œuvre du secteur énergétique inclut les emplois dans les domaines de l'électricité, de l'approvisionnement en combustibles et en minéraux essentiels, de l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et de la fabrication de véhicules. Toujours selon l'AIE, le tout représentait 1 emploi sur 50 dans le monde en 2024. Au total, le secteur de l'énergie a créé plus de 5 millions d'emplois dans le monde depuis 2019, soit 2,4 % du total créé sur 5 ans. Dans les années à venir, l'emploi lié à l'électricité devrait continuer à croître avec l'augmentation des capacités installées. L'Afrique pourrait bénéficier de cette dynamique si les projets s'y accélèrent, notamment ceux du renouvelable et en particulier les projets solaires.

GRÂCE À DES RECETTES EN HAUSSE

Le Burkina Faso rembourse 2,1 milliards \$ de dette intérieure

La hausse des recettes intérieures à 2500 milliards FCFA (4,44 milliards \$) au 30 septembre 2025 a soutenu un remboursement important de la dette intérieure du pays à fin novembre 2025. Malgré cet effort, la dette reste en mouvement constant, portée par de nouveaux engagements et par le recours au marché financier régional. Entre janvier et fin novembre 2025, le gouvernement burkinabè a remboursé près de 1200 milliards FCFA (2,13 milliards \$) de dettes intérieures. L'information a été divulguée par le ministre de l'Économie et des Finances, Aboubacar Nacanabo, lors

du compte rendu du Conseil des ministres du jeudi 4 décembre 2025. Selon le responsable, au 30 septembre 2025, l'État a collecté 2500 milliards FCFA de ressources intérieures. Ces ressources regroupent les impôts, taxes, et recettes générées par les administrations publiques. Ils représentent 105 % de l'objectif fixé pour l'année. Cela signifie que l'État a collecté 388 milliards FCFA de plus qu'à la même période en 2024. Cette progression traduit une nette amélioration du recouvrement des recettes, élément essentiel pour financer les dépenses courantes et réduire les tensions de

trésorerie. Cette augmentation des recettes a permis au gouvernement de dégager près de 1200 milliards FCFA pour rembourser une partie de la dette intérieure. Cette dette concerne principalement les entreprises locales, les fournisseurs de l'État, les banques et institutions financières du pays. Pour situer l'enjeu, la dette intérieure du Burkina Faso atteignait 4858,75 milliards FCFA à fin mars 2025, contre 4777,91 milliards FCFA à fin décembre 2024, soit une hausse de 1,7 % en trois mois. Selon les données du bulletin statistique n°2 de la dette publique 2025,

publié par la direction générale du Trésor burkinabè, à fin mars 2025, la dette intérieure était composée à 77,9 % de titres publics émis sur le marché financier régional, notamment les bons et obligations du Trésor. Le ministre Nacanabo rappelle que la dette intérieure est un outil permanent d'ajustement budgétaire. Même lorsque des remboursements importants sont réalisés, la dette se reforme dès que l'État prend de nouveaux engagements notamment pour financer les investissements publics, ou encore les dépenses sociales.

TANZANIE

Un projet quinquennal de 117 millions \$ pour stimuler le secteur de la pêche

En Tanzanie, le secteur de la pêche et de l'aquaculture contribue à hauteur de 1,8 % au PIB, 10 % des recettes nationales en devises étrangères et fournit environ 30 % de l'apport total en protéines animales dans le pays. Le gouvernement souhaite renforcer la contribution de ce secteur à l'économie du pays. En Tanzanie, le ministère de l'Élevage et de la Pêche a donné le 2 décembre dernier le coup d'envoi officiel d'un projet destiné à moderniser les sous-secteurs de la pêche artisanale et de l'aquaculture, selon les informations relayées par le média local Daily News. Baptisé « Tanzania Scaling-Up Sustainable Marine Fisheries and Aquaculture Management » (TASFAM), ledit projet est développé en partenariat avec la Banque mondiale. D'un coût total de 117 millions \$, il sera mis en œuvre sur la période 2025-2030 et cible 17 districts côtiers. Les interventions prévues portent principalement sur la construction de marchés modernes et d'unités de transformation, l'extension des ac-

tivités d'aquaculture, notamment la culture d'algues et d'holothuries (concombres de mer), l'acquisition de nouveaux équipements de pêche améliorés pour les communautés et l'achat d'un navire de recherche marine destiné à renforcer les capacités de surveillance et de gestion durable des ressources. D'après Agnes Meena, secrétaire permanente au ministère de l'Élevage et de la Pêche, plus de 300 groupes de cultivateurs d'algues et d'organismes marins devraient bénéficier directement du programme. « Le projet TASFAM vise à autonomiser les petits pêcheurs, les communautés côtières et les entrepreneurs locaux afin d'améliorer leurs moyens de subsistance et de garantir un avenir durable [...]. Grâce à la gestion durable des pêches et aux pratiques modernes d'aquaculture, ce projet garantira que les communautés côtières prospèrent tout en contribuant à l'économie bleue de la Tanzanie », ajoute la responsable. Globalement, la mise en œuvre de ce nouveau projet est un coup de pouce pour les secteurs

de la pêche et de l'aquaculture dont le potentiel est encore largement sous-exploité. Selon les estimations du ministère de l'Élevage et de la Pêche, le volume maximum de poissons qu'on peut prélever chaque année dans les eaux continentales et maritimes en Tanzanie sans mettre en danger la capacité de reproduction des stocks est évalué à plus de 4 050 000 tonnes par an. En comparaison, les données compilées par la FAO montrent que les captures totales de poissons réalisées par le pays d'Afrique de l'Est ne s'élevaient qu'à 604 791 tonnes en 2023 dont environ 20 % issu de l'aquaculture. Selon les autorités, plusieurs défis connus du secteur limitent sa capacité à tirer pleinement profit de son potentiel, dont le manque d'infrastructures de transformation et de conservation, l'insuffisance d'investissements dans l'aquaculture, la faiblesse de la régulation ou encore la fragmentation des marchés. Reste à voir si la mise en œuvre du TASFAM pourra y insuffler.

CAMEROUN

Biya valide un emprunt de 64,6 millions \$ auprès d'Afreximbank pour l'électrification rurale

Comme le prévoit la Loi de finances rectificative 2025, le gouvernement peut mobiliser jusqu'à 250 milliards FCFA (444 millions \$) via des emprunts bancaires locaux adossés à la garantie d'Afreximbank. Le président camerounais, Paul Biya, a signé le mercredi 3 décembre 2025, un décret autorisant le ministre de l'Économie, à conclure avec la Banque africaine d'export-import (Afreximbank), un prêt de 55,4 millions d'euros (64,6 millions \$). Cette enveloppe est destinée à renforcer le financement du projet d'électrification rurale par système solaire photovoltaïque de 200 localités au Cameroun, une initiative considérée comme structurante pour améliorer l'accès à l'énergie dans les zones enclavées.

Ce financement supplémentaire constitue la troisième tranche du projet global et permettra l'électrification de 51 nouvelles localités rurales. Le Cameroun avait déjà signé en 2023 un premier accord de financement de 24,8 milliards FCFA (environ 44 millions \$) avec Afreximbank pour ce même projet. Par la suite, le ministre de l'Économie avait autorisé un second prêt de 35 milliards FCFA. Selon l'Agence d'électrification rurale (AER), le taux d'électrification des zones rurales reste encore très faible, à 20 %. Même avec ce projet, 11 % des 9000 localités encore privées d'électricité auront un raccordement. Les autorités estiment qu'un financement total de 874 milliards FCFA sera nécessaire pour électrifier l'ensemble des zones rurales du pays. Le projet vise également à diversifier le mix énergétique national, aujourd'hui largement dominé par l'hydro-électricité. Le solaire, l'éolien et la biomasse ne représentent actuellement qu'environ 1 % de la production totale d'électricité, selon les données officielles. Avec ce projet, le Cameroun poursuit ses ambitions visant à renforcer l'électrification rurale et développer les énergies propres, dans le but de répondre aux besoins énergétiques croissants des populations.

POINT-MARCHÉS

Les actions en hausse, le dollar en passe de subir une deuxième perte hebdomadaire consécutive

Les actions mondiales ont progressé vendredi, après que des données économiques américaines clés aient renforcé les attentes des investisseurs quant à une réduction des taux de la Réserve fédérale la semaine prochaine, une probabilité qui a pesé sur le dollar et stimulé l'or.

Les actions de Wall Street étaient en hausse dans les échanges de l'après-midi et devraient augmenter pour la deuxième semaine consécutive, avec les services de communication, les biens de consommation discrétionnaire et l'immobilier en tête. Les services publics et les valeurs de la santé ont été à l'origine des pertes. Le Dow Jones Industrial Average .DJI a augmenté de 0,36%, le S&P 500 .SPX a augmenté de 0,26%, et le Nasdaq Composite. IXXIC a augmenté de 0,30%. Les marchés boursiers européens .STOXX ont terminé peu changés et ont enregistré un gain modeste de 0,41% pour la semaine. L'indice MSCI des actions du monde entier. MIWD00000PUS a légèrement augmenté de 0,07%, en voie d'enregistrer une deuxième session consécutive de gains. En septembre, l'indice des prix des dépenses de consommation personnelle (PCE) - qui est la jauge d'inflation préférée de la Fed - a augmenté de 0,3 %, conformément aux attentes des analystes. Les dépenses de consommation aux États-Unis ont légèrement augmenté en septembre, mais ont diminué par rapport au mois précédent, ce qui suggère une perte d'élan dans l'économie, selon les données du département du commerce américain. Le rapport a été retardé par la fermeture record du gouvernement pendant 43 jours. Plus récemment, le moral des consommateurs américains s'est amélioré au début du mois de décembre, mais les inquiétudes concernant les prix élevés et le marché du travail ont persisté, selon une enquête de l'Université du Michigan. On s'attend généralement à ce que la Fed réduise ses taux d'intérêt de 25 points de base à la fin de sa réunion de politique générale la semaine prochaine. Selon l'outil FedWatch du CME, les investisseurs évaluent à près de 90 % la probabilité d'une réduction des taux. "La Fed s'est montrée tellement conciliante avec les marchés d'autant plus qu'elle télégraphie très bien ses baisses de taux à l'avance - que ces

marchés boursiers semblent en très bonne forme pour la fin de l'année", a déclaré Andrew Wells, directeur des investissements chez SanJac Alpha, à Houston. "La Fed va réduire ses taux. Je pense qu'il n'y a que très peu de doutes à ce sujet et que c'est intégré dans les prix", a déclaré Andrew Wells. Sur le marché des devises, l'euro EUR= est resté stable à 1,6435 dollar. Le dollar était en hausse de 0,11% à 155,29 contre le yen japonais JPY=. Le dollar était en baisse contre les principales devises après avoir mis fin à une série de 9 jours de pertes lors de la session précédente. Le billet vert a été affaibli par les attentes de réduction des taux de la Fed. L'indice du dollar =USD , qui mesure le billet vert par rapport à un panier de devises comprenant le yen et l'euro, abaissé de 0,07% à 98,99. Il s'apprête à subir une deuxième semaine consécutive de pertes.

Les obligations au centre de l'attention

Les obligations d'État japonaises ont été à l'origine d'une vente massive d'obligations mondiales cette semaine. Les rendements des JGBs à 10 ans ont atteint leur plus haut niveau depuis la mi-2007 , tandis que les rendements à 30 ans ont atteint des records, après que la Banque du Japon ait donné son signal le plus fort à ce jour que les taux étaient susceptibles d'augmenter ce mois-ci. "S'ils le font, cela porterait le taux directeur à 0,75 %, le plus élevé depuis 1995", a déclaré Jim Reid, stratège à la Deutsche Bank. "Le yen s'est renforcé de 0,18 % ce matin par rapport au dollar américain, tandis que le Nikkei est en baisse de 1,29 %", a-t-il ajouté. Alors que l'on s'attend à ce que la Banque du Japon relève ses taux d'intérêt au moment où la Fed recommence à les réduire, les investisseurs achètent le yen japonais contre le dollar alors que les taux d'intérêt des deux pays se rapprochent l'un de l'autre. Les traders empruntent souvent le yen

pour le vendre et acheter des actifs à haut rendement en dollars, comme des actions technologiques ou des crypto-monnaies - une pratique connue sous le nom de "carry trade". Un yen plus fort met en péril des milliards de dollars investis dans ce commerce. Le rendement des obligations américaines de référence à 10ans US10YT=RR a augmenté de 3,3 points de base pour atteindre 4,141 %. Le rendement des obligations à deux ans US2YT=RR , qui évolue généralement en fonction des prévisions de taux de la Fed, a augmenté de 3,4 points de base pour atteindre 3,565%.

Le cuivre s'envole

Dans le secteur des matières premières, les contrats à terme sur le cuivre CMCU3 ont atteint un record historique de 11 705 dollars la tonne métrique, après que Citi ait revu à la hausse ses prévisions de prix sur la base des inquiétudes concernant l'offre et des attentes d'une baisse des taux d'intérêt de la Fed. Les contrats à terme sur le pétrole brut Brent LCOc1 ont augmenté de 0,7 % pour atteindre 63,70 dollars le baril, tandis que l'or XAU= est resté stable à 4 206,93 dollars l'once. L'argent XAG= était en hausse de 2,26% à 58,41 dollars l'once.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 04 Décembre 2025 Valeur : 08 Décembre 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.9369	129.9519
1	EUR	EURO	151.4545	151.4979
1	GBP	POUND STERLING	173.2030	173.2923
100	JPY	JAPANESE YEN	83.6629	83.6780
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3820	18.3865
1	CHF	SWISS FRANC	162.1374	162.2573
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.0180	93.0488
1	DKK	DANISH KRONE	20.2798	20.2834
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8281	13.8317
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.9050	12.9090
1	AED	UAE DIRHAM	35.3762	35.3900
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6231	34.6308
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.3851	423.5720
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.0317	44.4742
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0836	14.0852
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8268	23.9490
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2656	3.2758
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.2537	177.2537

APRÈS UNE SÉRIE DE DONNÉES US
L’Europe termine sans direction

Les Bourses européennes ont terminé sur une note hésitante vendredi, les investisseurs digérant une série de données et anticipant une nouvelle baisse des taux d'intérêt américains la semaine prochaine, ce qui a redonné aux investisseurs le goût du risque en ce début de mois. À Paris, le CAC 40 a perdu 0,09% à 8.114,74 points vers. À Francfort, le Dax a avancé de 0,66% et à Londres, le FTSE 100 abandonné 0,45%. L'indice Euro-Stoxx 50 a fini sur une hausse de 0,13%, le FTSEurofirst 300 a reculé de 0,04% et le Stoxx 600 a grappillé 0,01%. Sur la semaine, le Stoxx 600 a pris 0,42% et le CAC 40 a abandonné 0,10% Les marchés d'actions ont entamé le mois de décembre avec plus de confiance grâce à la politique monétaire américaine, les investisseurs s'attendant largement à une nouvelle baisse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale (Fed) afin de soutenir, en particulier, un marché du travail

menacé par le ralentissement. Les données publiées vendredi n'ont pas beaucoup changé ces perspectives : selon l'outil FedWatch de CME, les opérateurs estiment à 87% la probabilité d'une baisse des taux de 25 points de base lors de la réunion des 9 et 10 décembre. L'indice des prix de la consommation personnelle (PCE) "core", la mesure que la banque centrale privilégie généralement en matière d'inflation, est ressorti à 2,8% en septembre, moins que prévu (2,9%), ce qui a contribué à maintenir les paris sur les taux pratiquement inchangés, même si le retard dans la publication de cet indicateur, affecté par la fermeture prolongée de l'administration américaine, a quelque peu réduit son intérêt pour les investisseurs. Bastien Drut, responsable de la stratégie et des études économiques de CPRAM, note que ce chiffre s'accompagne d'un rythme de croissance de la consommation nettement plus faible en 2025 que sur les

deux années précédentes. "L'indice d'inflation le plus suivi par la Fed, c'est-à-dire le 'core PCE', sort en dessous des attentes à 2,8%, soit nettement en dessous de la prévision des membres du FOMC pour la fin d'année 2025 (3,1%). Cela va clairement dans le sens d'une baisse de taux en décembre mais aussi de la poursuite du cycle de baisses en 2026, surtout avec la morosité des chiffres de la consommation", dit-il dans une note publiée vendredi. Le moral des consommateurs américains s'est pour sa part amélioré début décembre, ceux-ci anticipant également un ralentissement de l'inflation au cours de la prochaine année à 4,1%, contre 4,5% à la fin novembre, selon les résultats préliminaires de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan. En Europe, les investisseurs ont reçu une série de données macroéconomiques vendredi, parmi lesquelles figurent les chiffres définitifs de la croissance dans la zone euro,

qui a été révisée à la hausse et renforce l'idée que la Banque centrale européenne (BCE) n'est pas pressée de baisser à nouveau ses taux. François Villeroy de Galhau, membre du comité de politique monétaire de l'institut de Francfort, a par ailleurs déclaré lors d'une conférence que la BCE devait garder toutes les options ouvertes lors de ses prochaines réunions, les risques à la baisse sur l'inflation étant aussi importants que ceux à la hausse. Les investisseurs ont également tourné leur regard vers la France, où les députés ont adopté vendredi de justesse en deuxième lecture la partie consacrée aux recettes du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026, ouvrant la voie à une adoption du texte d'ici la fin de l'année.

Valeurs
À Paris, Alstom a progressé de 4,9% après que Citigroup a relevé sa recommandation sur le titre.

Derichebourg s'est envolé de plus de 16% après que le prestataire français de services aux entreprises a annoncé un bénéfice annuel supérieur aux prévisions. UBS a fini sur une hausse de 4%, alors que trois sources ont dit à Reuters que le gouvernement suisse s'apprêtait à assouplir une partie d'un ensemble de mesures réglementaires qui pourraient contraindre la banque à augmenter son capital de 24 milliards de dollars.

A Wall Street
La Bourse de New York progresse légèrement vendredi, les investisseurs analysant le rapport sur l'inflation PCE. A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones prend 0,25%, le Standard & Poor's 500 0,20% et le Nasdaq Composite 0,13%.

SEPT ANS APRÈS SA TERRIBLE CRISE DE LA DETTE

L'Argentine de Milei est de retour sur le marché de la dette

Buenos Aires n'avait pas émis d'emprunt obligataire depuis janvier 2018. Le gouvernement a salué "une avancée très importante".

Le président Javier Milei a annoncé ce vendredi le retour de l'Argentine sur le marché international de la dette après plus de sept ans d'absence, avec le lancement d'un emprunt obligataire libellé en dollars. Cet emprunt à quatre ans sera assorti d'un taux d'intérêt de 6,5% et est le premier du genre depuis 2018, a précisé le ministre de l'Économie, Luis Caputo. L'Argentine négocie actuellement un prêt d'environ 7 milliards de dollars auprès des banques et doit faire face à des échéances de plus de 4 milliards de dollars en janvier. "Nous revenons sur les marchés des capitaux", s'est félicité le président ultralibéral Milei dans un message diffusé sur la chaîne X.

Une condition pour obtenir des prêts du FMI

"C'est une avancée très importante", a souligné Luis Caputo lors d'une interview accordée à la chaîne A24, indiquant que cela contribuera à faciliter la constitution de réserves, une condition exigée par le Fonds monétaire international (FMI) pour l'octroi de prêts au pays. En 2024, l'Argentine a enregistré un excédent primaire de 1,8% (hors charge de la dette) et vise 1,6% pour l'année en cours. La dette publique reste relativement élevée à 85% du PIB (comme en 2018) et reste fortement libellée en devises étrangères (55%). "Il a été difficile de constituer des réserves car, contrairement aux pays qui

refinancent généralement leur dette, l'Argentine, n'ayant pas accès au crédit, a dû la rembourser", a expliqué le ministre. Selon un communiqué du ministère de l'Économie, le produit de l'adjudication servira à couvrir partiellement un remboursement de dette de l'Argentine le 9 janvier. Les nouveaux titres arriveront à échéance en novembre 2029. Le dernier emprunt obligataire sur le marché international remonte à janvier 2018, a souligné Luis Caputo. Cette année-là, elle n'arrivait plus à se financer normalement en émettant de la dette sur les marchés internationaux à cause d'une combinaison de facteurs économiques et politiques qui ont fait disparaître la confiance des investisseurs.

ETATS-UNIS

L'inflation a continué de s'accélérer en septembre à +2,8% sur un an

L'inflation a continué de s'accélérer aux Etats-Unis en septembre, selon un rapport publié vendredi avec retard en raison de la longue paralysie budgétaire, alors que le coût de la vie est au cœur du débat public. A +2,8% sur un contre +2,7% en août, l'inflation s'éloigne encore de la cible de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui est de 2%. L'inflation sous-jacente (hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation) a toutefois légèrement ralenti à +2,8% en glissement annuel, contre +2,9% le mois pré-

cédent, selon le communiqué du ministère du Commerce. Les investisseurs s'attendaient à ce que l'inflation sous-jacente continue d'évoluer au même rythme, selon le consensus publié par Trading Economics. Ces données rendent compte d'une situation qui commence à dater, mais étaient très attendues, faute de mieux. Le "shutdown" de 43 jours a en effet suspendu le travail des services statistiques du gouvernement: certaines données sont publiées avec retard, d'autres tout bonnement annulées, faute de pouvoir

être récupérées rétroactivement. Le BEA, qui calcule le PCE, n'a pas encore communiqué de nouvelle date pour l'inflation des mois d'octobre et novembre. Le BLS, qui produit un autre indice d'inflation majeure (CPI), a fait savoir que la publication d'octobre était annulée et celle du mois de novembre a été repoussée au 18 décembre, après la prochaine réunion de la banque centrale des Etats-Unis (Réserve fédérale, Fed) des 9 et 10 décembre.

ROYAUME-UNI

Le gouvernement annonce un paquet de nouvelles hausses d'impôts

Le gouvernement travailliste présente un deuxième Budget d'automne comprenant de nouvelles hausses d'impôts. Le 26 novembre, au Budget d'automne 2025, la chancelière de l'Échiquier – Rachel Reeves – a annoncé un paquet de nouvelles hausses d'impôts (+26,1 Md£ en 2029-30) sans toutefois remettre en cause sa pro-

messe électorale redoutée par les experts. Afin de rehausser la « marge budgétaire » (i.e. la marge restante avant que les règles budgétaires ne soient plus respectées) dans le but de restaurer la crédibilité des finances publiques britanniques, tout en finançant certaines dépenses sociales afin de lutter contre la hausse du coût de la vie,

Rachel Reeves a annoncé diverses hausses d'impôts qui, pour certaines, n'entreront pas en vigueur avant 2028. Le gouvernement présente ainsi un Budget plutôt redistributif tout en cherchant à rééquilibrer les finances publiques. L'Office for Budget Responsibility (OBR) abaisse ses prévisions de

croissance pour l'économie britannique. Selon la Banque d'Angleterre, l'endettement immobilier diminue en octobre. En octobre, le flux net de crédits à la consommation a diminué pour le deuxième mois consécutif, selon la Banque d'Angleterre. L'OBR revoit les prévisions de déficit public à la hausse jusqu'à 2028-29, mais à la

baisse pour 2029-30. Le Budget prévoit un plafonnement du mécanisme de « sacrifice de salaire » à 2 000 £ par an à partir de 2029. Le gouvernement revalorise le salaire minimum. La mesure visant à accorder aux salariés certains droits supplémentaires dès leur premier jour de travail est revue à la baisse.

L'ALLEMAGNE "SORT QUELQUE PEU DE SON ÉTAT DE CHOC"

La croissance du pays sera presque nulle en 2025, avant un rebond à 0,9% l'année prochaine

L'Institut économique allemand a planifié une reprise économique en 2026. Selon lui, le PIB ne devrait en revanche croître que de 0,1% cette année, après deux années de contraction. Après deux années de contraction, le PIB allemand devrait légèrement repartir à la hausse. L'Institut économique allemand prévoit une croissance de 0,1%, la faute à un contexte macro-économique compli-

qué. En cause, les difficultés des secteurs d'exportation et le ralentissement du commerce international, notamment dû à la politique douanière américaine. L'organisme estime en revanche que la croissance allemande grimpera à 0,9% en 2026, une augmentation notable. L'Allemagne "sort quelque peu de son état de choc", observe Michael Groemling, économiste en chef de l'Institut.

Des chiffres encore loin de ceux de la France

Cette percée est cependant plus portée par le calendrier que par des décisions économiques. Un tiers de ce regain devrait venir de la présence de deux jours et demi de travail supplémentaire par rapport à 2025. En octobre, le ministère alle-

mand de l'Économie a revu à la hausse sa prévision pour 2025, tablant sur une croissance de 0,2%. Il vise une progression du PIB de 1,3% en 2026. La France, plombée par son contexte politique, plafonne elle à 0,8% en 2025, selon l'OCDE, en dessous des 1,2% observé par l'Insee en 2024. Pour 2026 et 2027, l'OCDE mise sur une croissance française à 1%.

ITALIE

Une croissance économique attendue en 2026

La croissance de l'économie italienne pourrait s'accélérer en 2026 grâce à la demande interne et de moindres incertitudes sur les exportations, a confirmé vendredi l'Institut italien des statistiques (Istat). La croissance du produit intérieur brut (PIB), mètre de l'économie nationale, devrait atteindre 0,5% en 2025 et 0,8% en 2026, a indiqué l'Istat, confirmant ses prévisions antérieures. L'économie italienne rebondirait ainsi après avoir frôlé la récession au troisième trimestre 2025 (+0% par rapport aux trois mois précédents), tirée par l'agriculture mais freinée par l'industrie, où "les difficultés se prolongent", a noté l'Istat. Entre fin 2025 et 2026, la croissance de l'Italie serait "entièrement soutenue par la demande intérieure", selon l'Istat. La croissance devrait continuer, d'une part, à bénéficier de la reprise des rémunérations et de l'emploi, et d'autre part, de la reprise des investissements, précise encore l'Istat.

ZONE EURO

La croissance revue à la hausse au 3e trimestre

La croissance du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro au troisième trimestre 2025 par rapport au précédent a été revue à la hausse, à 0,3%, a annoncé vendredi l'Office européen de statistiques (Eurostat). Au cours de cette période, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 0,3% dans la zone euro, contre 0,2% précédemment en hausse, et de 0,4% dans l'UE, a précisé Eurostat. Sur un an, le PIB a augmenté de 1,4% dans la zone euro et de 1,6% dans l'UE au troisième trimestre 2025, soit en légère baisse par rapport à la situation le trimestre précédent, selon Eurostat. C'est au Danemark que la croissance a été la plus forte (+2,3% au troisième trimestre), suivie du Luxembourg et de la Suède (+1,1%). Des baisses ont été enregistrées en Irlande et en Finlande (-0,3% pour les deux pays) et en Roumanie (-0,2%). Et en Allemagne, la croissance est maintenue nulle au troisième trimestre, comme précédemment estimé.

MAUVAISE NOUVELLE POUR VOTRE CARTE SIM

le futur iPhone "révolutionnaire" d'Apple va faire une victime

Apple s'apprête à enterrer définitivement la carte SIM physique. L'iPhone pliable, attendu pour fin 2026, ne fonctionnera qu'avec l'eSIM, une décision qui passe mal, notamment en Chine.

La carte SIM que vous glissez dans votre téléphone depuis des années ? Apple veut la faire disparaître pour de bon. Après l'iPhone Air, premier modèle tout-eSIM, ce serait au tour de l'iPhone pliable de sacrifier le tiroir SIM. Sur Weibo, le leaker Instant Digital confirme qu'il n'y a pas d'emplacement prévu pour une carte physique sur l'iPhone Fold. Objectif : gagner de la place et grappiller un peu d'autonomie, même si tout le monde ne semble pas convaincu par cette décision.

L'iPhone pliable dépourvu d'emplacement pour carte SIM physique ?

Le compte Weibo Instant Digital affirme que le futur iPhone Fold, comme on le surnomme parfois, devrait entièrement abandonner le logement pour carte SIM au profit d'un fonctionnement exclusivement basé sur l'eSIM. Cette information va dans le sens des prédictions déjà avancées par Mark Gurman et Ming-Chi Kuo. Installé en Chine, le leaker souligne toutefois que cette orientation pose plusieurs diffi-



cultés : le marché chinois reste fortement attaché aux cartes SIM physiques, et l'arrivée d'un modèle uniquement compatible eSIM y serait susceptible de susciter des réticences.

La Chine constitue un cas particulier pour la Pomme, à la fois en raison du poids de ce marché et du maintien, jusqu'à présent, d'une option double

SIM sur les modèles vendus dans le pays.

L'iPhone Air y a marqué une rupture en devenant le premier appareil de la marque fonctionnant exclusivement avec l'eSIM, malgré une compatibilité limitée à trois opérateurs (China Mobile, China Telecom et China Unicom). L'activation reste en outre contrai-

gnante puisqu'elle doit être effectuée en boutique.

iPhone Fold : le point sur les dernières rumeurs

Les rumeurs annoncent un écran de couverture de 5,5 pouces et un écran pliable de 7,8 pouces. Le géant de Cupertino travaillerait à éliminer complètement la pliure centrale visible sur l'écran intérieur, une avancée qui pourrait donc le distinguer de la concurrence. L'iPhone Fold devrait embarquer la puce A20 Pro, fabriquée selon le nouveau procédé 2 nm de TSMC, ainsi qu'une batterie aux dimensions importantes. L'appareil conserverait toutefois un format comparable à deux iPhone Air superposés. Des informations circulent également concernant un appareil photo sous écran de 24 Mpx. Les sources indiquent qu'Apple aurait réussi à maîtriser cette technologie, permettant d'éviter la baisse de qualité constatée sur d'autres smartphones équipés de capteurs similaires. Rendez-vous fin 2026, si tout va bien, pour voir si Apple réussit son pari.

ChatGPT, Gemini, Mistral, Meta AI et Grok s'assoient autour d'une table virtuelle pour jouer au poker

La tension était palpable sur les serveurs de PokerBattle.ai alors que neuf intelligences artificielles s'affrontaient pour la gloire et des jetons virtuels. Si OpenAI o3 repart avec les poches pleines et le titre de champion, le modèle de Meta a fini par payer l'addition d'une stratégie pour le moins suicidaire.

Oubliez les lunettes noires, les cigares et l'ambiance feutrée des casinos de Las Vegas. Ici, le tapis vert n'était que du code et les regards impénétrables se résumaient à des algorithmes de probabilités. Durant cinq jours d'octobre 2025, la crème de la Silicon Valley s'est réunie autour d'une table virtuelle pour une partie de Texas Hold'em historique. L'enjeu dépassait la simple victoire : il s'agissait de savoir laquelle de ces entités numériques maîtrisait le mieux l'art délicat du mensonge et de la gestion de risque. Le spectacle fut à la hauteur, oscillant entre coups de génie calculateurs et naufrages stratégiques dignes d'un débutant trop enthousiaste.

Le triomphe de la froideur comptable

Dans ce tournoi où chaque décision coûte cher, la victoire est revenue à celui qui a su garder la tête la plus froide. OpenAI o3 n'a pas cherché à épater la galerie avec des coups d'éclat permanents. Au contraire, le modèle a joué comme un vieux briscard prudent, amassant patiemment une plus-value de 36 691 dollars sur sa cave initiale. Sa force a résidé dans une constance à toute épreuve, là où ses rivaux se laissaient parfois emporter par leurs émotions simulées. Claude Sonnet 4.5 et Grok n'ont pas démerité pour autant. L'IA d'Anthropic s'adjuge une belle médaille d'argent, tandis que le



poulain d'Elon Musk complète le podium avec une attitude presque humaine, capable de lire le jeu adverse avec une finesse surprenante. Ces trois modèles ont prouvé qu'ils savaient naviguer dans le brouillard de l'incertitude, calculant leurs chances avec une précision chirurgicale qui ferait suer n'importe quel joueur humain. Ils ont su jeter leurs cartes quand il le fallait, une humilité programmée qui a fait toute la différence face aux têtes brûlées du tournoi.

La débâcle des flambeurs numériques

Il faut bien un perdant à chaque table, et c'est Meta qui a endossé ce rôle avec une maladresse spectaculaire. Son modèle LLAMA 4 a joué le rôle de la baleine, ce joueur fortuné que tous les autres rêvent de dépouiller. Avec une agressivité mal placée

et une tendance à vouloir jouer toutes les mains, l'IA de Mark Zuckerberg a réussi l'exploit de dilapider l'intégralité de ses 100 000 dollars fictifs.

Elle a voulu imposer sa loi par la force des mises, oubliant que le poker punit sévèrement l'arrogance statistique. Ce désastre illustre une vérité amusante sur ces cerveaux artificiels : ils ne savent pas encore très bien mentir. La plupart des participants, y compris les modèles chinois Kimi ou Z.AI qui ont fini dans le rouge, ont montré leurs limites dès qu'il s'agissait de bluffer. L'art de l'intox demande une théorie de l'esprit, une capacité à se projeter dans la tête de l'autre pour le tromper, ce qui semble encore échapper à nos assistants virtuels. Pour l'instant, ils restent d'excellents mathématiciens, mais de piètres comédiens.

X écope d'une amende de 120 M€ en Europe

La Commission européenne a estimé que le site détenu par Elon Musk a enfreint plusieurs règles du DSA (digital service act). Les manquements comprennent la conception trompeuse de sa « coche bleue », qui était initialement réservée à des personnes validées et qui ensuite a été ouvert à tous les clients payants. L'UE constate par ailleurs le manque de transparence de son répertoire publicitaire et le fait de ne pas avoir donné aux chercheurs accès aux données publiques. En conséquence, la Commission a infligé une amende de 120 M€ à X et rappelle que la sanction est calculée en tenant compte de la nature de ces infractions, de leur gravité en termes d'utilisateurs de l'UE concernés et de leur durée. X dispose d'un délai pour se conformer au DSA et s'expose à des astreintes en cas de poursuite des manquements.

CLASSEMENTS FIABILITÉ

Les constructeurs japonais dominant

Scrutée avec une certaine appréhension par les constructeurs, l'enquête annuelle sur la fiabilité de Consumers Reports vient d'être publiée. Après avoir compilé les données de près de 380 000 véhicules, le célèbre organisme nord-américain dresse un classement riche en surprises. Même si les constructeurs japonais continuent à dominer, ils ne sont plus dans le même ordre qu'en 2024. L'un d'entre eux subit même la plus grosse dégringolade de cette étude, alors que Tesla fait le chemin inverse.

Dans l'analyse de la fiabilité automobile, Consumer Reports fait office de véritable institution. Aux Etats-Unis, les enquêtes de cet organisme sont toujours attendues avec une certaine inquiétude par les constructeurs, qui craignent de voir leurs ventes chuter s'ils se retrouvent en fond de classement. Pour établir le palmarès 2025, les données d'environ 380 000 véhicules immatriculés entre 2000 et 2025 ont été collectées. Pour l'instant, notre propre formulaire fiabilité est loin de pouvoir rivaliser, même si nous vous remercions déjà de vos nombreuses contributions. Les résultats de cette étude de Consumer Reports sont donc forcément intéressants à découvrir, bien qu'ils restent à prendre avec des pincettes. Bon nombre de modèles analysés ne sont en effet pas disponibles de ce côté de l'Atlantique ou pas forcément animés par les mêmes moteurs.

Toyota retrouve la première place

Pour renouer avec la première place en 2025, Toyota a ainsi pu compter sur les excellents résultats du 4Runner, un imposant SUV inconnu chez nous. Mais la marque sait aussi proposer des voitures très fiables en Europe, en dépit de soucis de batterie 12V récurrents sur ses hybrides. Cette victoire sera d'autant plus appréciée qu'elle intervient après plusieurs années plus difficiles en Amérique du Nord. Consumer Reports signale par exemple que les dernières générations de la berline Camry et des pick-up Tacoma ou Tundra ont connu de nombreux problèmes de jeunesse. Heureusement, le constructeur a su améliorer la situation assez vite, alors que le dernier Land Cruiser, vendu au compte-gouttes en France, démarre sa carrière de manière bien plus sereine. Tout cela se traduit par une note de "fiabilité prévisionnelle" de 66/100, en se basant sur l'historique récent des modèles de la marque et en excluant ceux qui ont été renouvelés en cours d'année.

Une forte progression pour Tesla

Ce résultat ne fait pas les affaires de Subaru, qui chute d'une position. Le champion du monde des moteurs à plat n'a toutefois pas à rougir de cette deuxième place, avec une note de 63/100. Lexus, filiale premium de Toyota, compète pour sa part ce podium 100 % nippon avec 60/100. Au quatrième rang, on trouve encore un constructeur japonais, Honda, talonné par BMW dont la gamme est bien plus proche de celle que l'on retrouve en Europe. C'est cependant Tesla qui réalise la plus forte progression. Plutôt habituée à figurer dans le fond des classements de Consumer Reports, la marque américaine a gagné huit posi-



tions pour se hisser en milieu de peloton, à la neuvième place avec une note de 50/100. Le Model Y est même le plus fiable des véhicules électriques analysés dans cette enquête, avec 81/100, alors que la Model 3 obtient la même distinction chez les berlines "zéro émission". Si le résultat de Tesla n'est pas meilleur c'est donc à cause des Model S, Model X ou encore du Cybertruck, qui se contente d'un score de 34/100. Mais l'extravagant pick-up fait tout de mieux que les Kia EV9, Hyundai Ioniq 5 ou Audi Q4 e-tron. Ces trois modèles, aussi vendus en Europe, sont gratifiés respectivement de 24/100, 26/100 et 27/100. De manière générale, les véhicules électriques ne brillent d'ailleurs pas vraiment dans cette enquête, tout comme les hybrides rechargeables. Tout l'inverse des hybrides "classiques", décrits par Consumer Reports comme des "choix fiables qui offrent aussi une excellente économie de carburant".

Quelles sont les marques les moins fiables selon Consumer Reports ?

Malgré l'absence des moteurs 1.2 PureTech à courroie et 1.5 BlueHdi outre-Atlantique, le groupe Stellantis déçoit quant à lui aussi en Amérique du Nord puisque ses marques Chrysler, Jeep et Ram sont parmi les plus mauvais élèves de l'étude. Le bonnet d'âne est, lui, attribué à Rivian, cette start-up à laquelle Volkswagen s'est associé pour développer l'architecture électronique et logicielle de ses futurs modèles. Mais une fois n'est pas coutume, c'est une marque japonaise qui subit la plus grosse chute dans cette enquête annuelle. Il s'agit de Mazda, qui perd pas moins de huit places par rapport à 2025 pour tomber au 14e rang avec 43/100. Cette dégringolade est essen-



tiellement la faute des déboires des CX-70 et CX-90, proches cousins des CX-60 et CX-60 vendus en Europe. Ce n'est donc pas vraiment une surprise pour nous puisque le CX-60 a connu

de nombreux rappels et autres actions correctives depuis ses débuts. En revanche, la compacte 3 obtient des résultats bien plus positifs avec une notre de 62/100.

LE CLASSEMENT COMPLET DE L'ENQUÊTE ANNUELLE CONSUMER REPORTS

Rang	Marque	Fiabilité prévisionnelle*
1	Toyota	66/100
2	Subaru	63/100
3	Lexus	60/100
4	Honda	59/100
5	BMW	58/100
6	Nissan	57/100
7	Acura	54/100
8	Buick	51/100
9	Tesla	50/100
10	Kia	49/100
11	Ford	48/100
12	Hyundai	48/100
13	Audi	44/100
14	Mazda	43/100
15	Volvo	42/100
16	Volkswagen	42/100
17	Chevrolet	42/100
18	Cadillac	41/100
19	Mercedes-Benz	41/100
20	Lincoln	40/100
21	Genesis	33/100
22	Chrysler	31/100
23	GMC	31/100
24	Jeep	28/100
25	Ram	26/100
26	Rivian	24/100

Mots fléchés

CORROMPU PAR L'ANNEAU ORQUES		EN MANQUE D'ACTION TROMPAI		PARLÉ EN INDE TEXTILE		LIEUX DE TRAVAIL CAPRICE D'ENFANT		MAGICIEN DE LA TERRE DU MILIEU		CRÉATEUR DE <i>BILBO</i> <i>LE HOBBIT</i> NON PAYÉ	
								JEUNE			
MÉGOTAI <i>SEIGNEUR</i> ELFE								MINABLE			
						ABRI DOUILLET DÉPRAVÉE				CHAGRIN	
GROS TITRE <i>DRAGON</i> SOUS LA MONTAGNE				POISSON ROUGE ENGINS DE CHANTIER				VARIÉTÉ DE POMME HABITANT DU DÉSERT			
					COUPÉE DU MONDE EN MATIÈRE DE						
VIEUX FRANÇAIS	PRIS DE BOISSON <i>DEMEURE</i> <i>DE BILBO</i>					DANS LE BUT ATTENDRI					
		SLAVES ATHLÈTE						BANDE DE CHIENS		<i>GOLLUM</i> AVANT L'ANNEAU	
ABIMÉE VAGUE DANS LE STADE					OUBLIÂMES <i>IL REND</i> <i>INVISIBLE</i>						
			APPLAUDIE <i>PAYS DES</i> <i>HOBBITS</i>							ROULÉ	
NOBLE TITRE RENFORCÉE				DÉPOUILLÉ NÉGATION			MULTITUDE <i>RACE DE</i> <i>LA TERRE</i> <i>DU MILIEU</i>				
							EXÉCUTA GROUPE DE RAP				
DISTANCÉE ÉLEVÉ						RESTE EN CARAFE				LETTRE GRECQUE	
				PLANTE TEXTILE				ARROSE TURIN			
BOUCLÉ						FAIT UN JOLI SOURIRE					

ACCIDENTS DE LA ROUTE

9 morts et 380 blessés en 48 heures

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 380 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Batna, avec 2 morts et un blessé, suite à une collision entre un véhicule et un camion sur la RN N 28, commune et daïra de Ain Touta et dans la wilaya de Sétif où 2 personnes sont décédées suite à deux accidents survenus dans les daïras de Sétif et de Salah Bey, précise la même source.



PÊCHE

Le système de certification ASC se retire du Sahara Occidental occupé

Le système de certification basé aux Pays-Bas, l'Aquaculture Stewardship Council (ASC), a décidé de se retirer du Sahara occidental occupé jusqu'à ce que "le processus d'autodétermination soit achevé sur le territoire", a annoncé l'Observatoire international de surveillance des ressources naturelles au Sahara occidental, Western Sahara Resource Watch (WSRW) sur son site internet. Selon cette ONG, c'est le directeur technique d'ASC, Alastair Dingwall, qui l'a informé lundi dernier de sa décision de mettre fin à sa collaboration avec "Azura Aquaculture". Dans un courrier adressé à WSRW, Alastair Dingwall a précisé qu'Azura Aquaculture dont le certificat ASC actuel expire le 3 juillet 2026 "ne sera pas éligible au renouvellement". "Se fondant sur la position des Nations unies", l'ASC a estimé que toute activité au Sahara Occidental exige une procédure de diligence raisonnable renforcée en matière de droits humains. Etant actuellement dans l'incapacité de mener à bien une telle procédure, ASC, considéré comme la référence du secteur aquacole, a décidé d' "interrompre ses activités au Sahara Occidental " jusqu'à ce que ses ressources permettent une évaluation adéquate, ou jusqu'à ce que "le processus d'autodétermination soit achevé sur le territoire", a souligné la société dans son courrier. Erik Hagen de WSRW s'est félicité de la décision d'ASC qui "assume pleinement ses responsabilités". "Cela contraste fortement avec les systèmes de certification qui ne répondent pas aux questions fondamentales, ignorent les erreurs documentées ou dissimulent les failles importantes de leurs certificats", a-t-il déploré. En octobre, LSQA, un organisme de certification uruguayen, a tiré une conclusion similaire après avoir évalué l'un des concurrents d'Azura dans le secteur aquacole de Dakhla, en territoires sahraouis occupés. "ASC et LSQA montrent ce que signifie agir de manière responsable, s'engager et apprendre", a déclaré Hagen. Pour lui, ces deux systèmes "contrastent fortement avec des systèmes comme MarinTrust et GlobalG.A.P., qui affichent des normes strictes sur le papier, mais ferment les yeux sur leur application". En 2024, la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a réaffirmé que le Maroc n'exerce aucune souveraineté sur le territoire ni sur les eaux du Sahara Occidental et a annulé tous les accords commerciaux de l'UE concernant ce territoire. La Cour a statué à dix reprises que le Sahara Occidental ne fait pas partie du Maroc et que le commerce impliquant ce territoire sans le consentement du peuple sahraoui viole ses droits fondamentaux.

SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE À L'AUTOMNE 2025

La Banque mondiale relève des performances solides

Par M. A.

La Banque mondiale dresse, dans son rapport économique de l'automne 2025, un diagnostic globalement positif de la conjoncture algérienne, marquée par une croissance soutenue, une inflation en nette décélération et une dynamique hors hydrocarbures qui continue de porter l'activité. Tout en saluant ces performances, l'institution financière souligne néanmoins les défis persistants liés aux équilibres budgétaires, à la diversification économique et aux risques climatiques. Selon le document intitulé « Algérie : Répondre aux défis climatiques et soutenir le développement durable », l'économie nationale devrait enregistrer une croissance de 3,8 % en 2025, après un premier semestre particulièrement vigoureux avec un taux de 4,1 %. Cette progression s'appuie surtout sur l'essor des secteurs hors hydrocarbures, dont la croissance est estimée à 5,4 %, soutenue par le dynamisme de l'industrie et des services. Pour 2026 et 2027, la Banque mondiale anticipe une évolution plus modérée, avec des taux respectifs de 3,5 % et 3,3 %. Malgré ce tableau encourageant, le rapport attire l'attention sur des déséquilibres macroéconomiques qui restent significatifs. Le déficit budgétaire devrait atteindre -14,5 % du PIB en 2025, conséquence de la baisse des recettes d'hydrocarbures et de la hausse des dépenses publiques, notamment salariales et sociales. Le déficit du compte courant, quant à lui, est projeté à

-6,6 % du PIB, un niveau qui s'explique par le recul des prix internationaux du pétrole et du gaz ainsi que par l'augmentation des importations liées aux investissements. L'inflation constitue en revanche l'un des principaux points de satisfaction. Avec un taux limité à 1,7 % sur les neuf premiers mois de l'année, le pays enregistre l'une des baisses les plus marquées de la région, grâce au recul des prix alimentaires et à la stabilité du taux de change. Les réserves de change restent également à un niveau jugé confortable, équivalant à 15 mois d'importations à fin 2024, même si elles ont légèrement diminué par rapport à l'année précédente. Le rapport rappelle aussi la forte dépendance structurelle de l'économie aux hydrocarbures : ceux-ci représentaient encore, sur la période 2019-2023, 83 % des recettes d'exportation, 47 % des recettes budgétaires et 14 % du PIB. Cette vulnérabilité complique l'adaptation du pays aux transformations mondiales, notamment à l'émergence de politiques climatiques plus strictes, telles que le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF) de l'Union européenne, qui entrera pleinement en vigueur en 2026. Face à ces mutations, la Banque mondiale insiste sur l'importance d'accélérer les réformes structurelles. Elle recommande d'améliorer le climat des affaires, d'élargir l'accès au financement, de stimuler la concurrence et de renforcer les capacités du secteur privé, appelé à devenir le principal moteur d'une croissance durable et

créatrice d'emplois. Le rapport met également en avant la nécessité d'intégrer de manière plus systématique les enjeux climatiques dans la planification du développement. L'Algérie est invitée à renforcer ses dispositifs de prévention des risques, à améliorer la gestion durable de l'eau et des forêts, et à investir davantage dans l'adaptation au changement climatique.

L'Algérie appelée à intensifier ses efforts de décarbonation

L'Algérie est aujourd'hui appelée à intensifier ses efforts de décarbonation, un impératif devenu stratégique à l'heure où les partenaires internationaux, notamment l'Union européenne, renforcent leurs exigences environnementales. Avec la mise en œuvre progressive du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF) dès 2026, le pays doit accélérer la modernisation de son industrie, réduire l'empreinte carbone de ses exportations et développer des solutions énergétiques plus propres. Cette transition nécessite une meilleure efficacité énergétique, la promotion des énergies renouvelables, la capture du carbone et l'amélioration des procédés industriels. Au-delà d'un simple enjeu climatique, il s'agit pour l'Algérie de préserver sa compétitivité, d'assurer la pérennité de ses débouchés commerciaux et de s'inscrire pleinement dans les standards internationaux qui redessinent l'économie mondiale.

PRODUCTION DE CYCLES ET MOTOCYCLES

Exécution prochaine d'un plan de relance de l'usine de Guelma

L'entreprise publique économique de production de cycles et motocycles (Cycma) de Guelma lancera " bientôt " un plan d'action axé sur le partenariat étranger et la modernisation en vue de relancer l'activité de ce fleuron de l'industrie algérienne, a indiqué, samedi, le directeur général de l'entreprise, Hassen Bouslane. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ce plan, élaboré " avec soin ", repose sur quatre axes principaux à même de redonner vie à cette entreprise industrielle, créée dans les années 1970 avec, à l'époque, une capacité de production théorique de 30.000 unités entre bicyclettes et cyclomoteurs, et qui offrait alors 1.600 emplois avant de faire face à diverses difficultés au cours des 25 dernières années, ce qui a sévèrement affecté son fonctionnement. M. Bouslane a fait savoir que le premier axe du plan consiste en " une convention de partenariat économique et technologique prometteuse " conclue récemment avec une entre-

prise chinoise de renommée mondiale pour la production d'un nouveau type de motos modernes à grande vitesse, avec une garantie d'intégration progressive d'environ 40 % sur 5 ans. La partie étrangère s'engage, aux termes de la convention, à transférer les connaissances et la technologie et à former la main-d'œuvre algérienne, selon le DG de Cycma qui a ajouté que cet accord permettra, dans les prochaines années, d'augmenter les capacités de production de l'entreprise et de réaliser un chiffre d'affaires " important ", tout en créant de nombreux emplois significatifs, portant le nombre de travailleurs à environ 500 au lieu de 120 actuellement, en plus de la possibilité d'exporter le nouveau type de motos puissantes et rapides vers le marché extérieur. Le deuxième axe du plan consiste, selon la même source, à poursuivre la formation, la production en le développement pour produire, notamment, des tricycles pour personnes à mobilité réduite (un produit récem-

ment développé) ainsi qu'une nouvelle gamme des vélos, en même temps que l'adoption d'une stratégie marketing reposant sur les points de vente de l'entreprise à Constantine, Alger, Chlef, Oran et Ouargla. Quant aux autres axes du plan de relance de l'entreprise, ils reposent, selon le même responsable, sur la sous-traitance pour la production de pièces de rechange " à la demande ", en s'appuyant sur les machines importantes dont dispose Cycma qui en possède plus de 400, capables de produire un grand nombre de pièces de rechange de différents types. Affirmant que l'entreprise Cycma dispose de qualifications et de suffisamment d'atouts pour relever le défi du développement, M. Bouslane a rappelé, à ce propos, que l'unité de production qui s'étend sur une superficie d'environ 14 hectares, à Guelma, est située aux abords d'un important réseau de transport à même de permettre d'atteindre toutes les wilayas voisines.